

AFRICA : 30 MAI 2017 : (La Monusco annonce le rapatriement de plus de 30 rebelles FDLR au Rwanda)



Les rebelles rwandais des Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR) restent actifs dans les forêts de la province du Nord-Kivu. D'après la Monusco, plus de trente (30) éléments FDLR qui se sont rendus la semaine dernière ont été rapatriés dans leur pays, le Rwanda.

BURUNDI :

Burundi : Les règles de vente de récoltes agricoles

ECONOMIE / ENVIRONNEMENT – L'Etat rappelle les règles en vigueur pour la vente des récoltes agricoles vers l'étranger ou entre province

A Bujumbura, ce dimanche 28 mai 2017, M. Barandagiye Pascal, ministre burundais de l'Intérieur, a rappelé aux 18 gouverneurs des 18 provinces du Burundi : 1/ l'interdiction de faire sortir des récoltes d'une province vers des pays étrangers ; et 2/ la permission d'échanger des récoltes entre provinces du Burundi.

C'est l'administration provinciale qui s'occupe du bon fonctionnement des échanges de récoltes entre province.

Au Burundi, ces mesures exceptionnelles ont été prises pour conjurer le sort pendant la période d'avaries climatiques (El Niño et La Niña) qu'a connu ou connaît le pays, causant la sécheresse, la destruction des récoltes et la famine dans certaine localité du pays.

DAM, NY, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, le dimanche 29 mai 2017

Burundi : Au 15ème siècle, INGOMA Y'UBURUNDI gère l'EMPIRE MWENE MWEZI

HISTOIRE DE L'AFRIQUE – Au 15ème siècle, le ROYAUME DU BURUNDI – INGOMA Y'UBURUNDI – est le coeur de l'EMPIRE MONOE MUGI (prononcé en portugais) ou MWENE MWEZI ...

Depuis Bujumbura, ce dimanche 28 mai 2017, AGnews a voulu partagé sur l'Histoire du Burundi -INGOMA Y'UBURUNDI -, la fameuse époque de l'EMPIRE MWENE MWEZI, frontalière du ROYAUME KONGO dont ses ROYAUMES Vassaux : le MATAMBA (actuellement le KASSAÏ, le KATANGA, le MANIAMA, le SUD KIVU) et le MACOCO (le Nord KIVU et la Centrafrique). Au SUD du l'EMPIRE MWENE MWEZI, on a le MONOMOTAPA (LE GRAND ZIMBABWE) et à l'EST, l'ABYSSINIE (actuellement l'ÉTHIOPIE, l'EST DU SOUDAN, et l'ÉRYTHREE).

Le Professeur Mubabinge BILOLO parle de cette EMPIRE (le MWANA MWEZI ou MAI MAI [1]) voici ces propos (à partir de 23:20' sur la vidéo) : [https://www.youtube.com/watch?v=K3i_98v0pd4]

Selon le Pr. BILOLO, dans le MWANA MWEZI et le ROYAUME KONGO ce sont les mêmes PEUPLES. Ils ont des langues qui ont une même origine linguistique.

Dans les anciennes cartes historiques, lorsque l'on parle de l'ETHIOPIE INTERIEUR : ce sont le ROYAUME KONGO, le MWENE MOTAPA, et le MWENE MWEZI. C'est à dire l'AFRIQUE qui part depuis le cœur jusqu'en Afrique du SUD

Le Royaume du Burundi, INGOMA Y'UBURUNDI, fait parti au 15ème siècle (vers 1450) d'un EMPIRE régional que les habitants de cette région savaient qu'il était dirigé par l'Empereur Monemugi (prononcé en portugais) c'est à dire Mono Mwezi ou Mwene Mwezi.

L'Empereur Mwene Mwezi a fait face aux Portugais lorsque ces derniers menaient vers 1450 la Guerre au Monomotapa, le fameux Empire du GRAND ZIMBABWE.

Cet Empereur Mwene Mwezi était probablement Mwezi I Nyaburunga (1457 – 1490), qui était Mwami (Roi) d'Ingoma y'Uburundi, de la dynastie des BAGANWA (issue de l'alliance des clans BARUNDI : BAJIJI, BAHANZA, et BASHUBI)
[http://burundi-agnews.org/histoire_du_burundi.htm].

L'Empereur MWENE MWEZI régnait sur un empire puissant qui s'étendait jusqu'aux frontières du MONOMOTAPA (LE GRAND ZIMBABWE), de l'ABYSSINIE, comprenant la Région des

Grands lacs Africain, et la côte orientale (actuellement (Kenya) Mombassa et Tanzanie (Dar Es Salaam), le Malawi et le nord de la Mozambique) [2]. Cet Empire MWENE MWEZI comprenait l'actuel EAST AFRICAN COMMUNITY (EAC), dont le RWANDA, le BURUNDI, l'OUGANDA, le SUD SOUDAN, le KENYA, la TANZANIE. A cela, il fallait ajouter le MALAWIE et le NORD DE LA MOZAMBIQUE.

Au 15ème siècle, les corporations africaines, qui façonnent (c'est à dire qu'elle forment et donnent une expertise) l'individu (UMuntu ou le Muntu) appartenant aux clans Africains, ont déjà acquis une très grande complexité dans la science de mise en place des ETATS et des INSTITUTIONS. L' expertise de ces corporations africaines est détenu dans un savoir maîtrisé qui s'étend sur une expérience acquise depuis – 20.000 AV.JC (naissance de l'architecture) jusque – 2.300 AV.JC (les premiers empires) [cfr. Les Humanités classiques africaines : Le point d) de ce lien http://burundi-agnews.org/wp-content/uploads/2017/01/HISTOIRE_DE_L_AFRIQUE.pdf].

L'Empire Mwene Mwezi est héritière de ce savoir détenu par ces corporations africaines. Pourquoi l'AFRIQUE à cette époque est conçue par des GRANDS ENSEMBLES (EMPIRES OU ROYAUMES ETENDUS) ? Dans l'EMPIRE MWENE MWEZI, il n'y pas de chômage et pas d'écoles. Car chaque individu appartient à un clan. Et chaque individu appartenant à un clan est contraint de choisir d'intégrer une corporation. Cette

corporation va lui donner à – l'Umuntu – l'instruction et le métier. C'est cela le plein emploi !

Voici comment décrire cet EMPIRE MWENE MWEZI, M. KUBWAYO Félix (Ingénieur et Sociologue) parle d'un ensemble régional partageant une même COSMOGONIE, vision implantée par ces mêmes fameuses corporations :

1/ <https://www.youtube.com/watch?v=XkoTjraQWS8>

2/ <https://www.youtube.com/watch?v=eyt7eXGpdPY>

3/ <https://www.youtube.com/watch?v=htOHm9NsTD8>

[1] Peut-être une référence à l'Empire de Balenge ?

[2] Source les géographes W.D. Colley (1845) , Dapper (1671), le Portugais Duarte Lopez (1590). Très bien documenté dans le livre : Contribution à la géographie historique du Katanga et de régions voisines par Auguste Verbeken, 1954, Institut Royal Colonial Belge.

DAM, NY, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, le dimanche 28 mai 2017

RWANDA :

RWANDA: Jewish body honours Kagame

<https://www.independent.co.ug/rwanda-jewish-body-honours-kagame/>

The Independent May 29, 2017 In The Magazine, Rwanda President Paul Kagame has been awarded with the Dr Miriam and Sheldon G. Adelson Award for Outstanding Friendship with the Jewish People from the World Values Network.

The award was presented on May 22 at the fifth annual Champions of Jewish Values International Awards Gala in New York, U.S. hosted by the World Values Network.

The event coincided with the 50th anniversary of the reunification of Jerusalem and paid special tribute to the late holocaust survivor and Nobel Peace Laureate, Elie Wiesel, who dedicated his life to combatting genocidal ideology and attacks.

Wiesel's son Elisha served as the night's keynote speaker and delivered an emotional final Kaddish (mourner's prayer), which is recited during the first year following a family member's death in the Jewish religion.

The gala celebrated the organization's commitment to promoting universal Jewish values and defending the State of Israel to mainstream and international audiences.

President Kagame was among individuals who received awards at the gala for their friendship towards the Jewish people and fighting genocide.

Kagame was honoured for his heroism in ending the 1994 Genocide of the Tutsi in Rwanda. A Torah scroll, dedicated to the victims of the holocaust and the Rwandan genocide and bearing Elie Wiesel's name was completed, with Elisha Wiesel writing the last letter, and plans for a new anti-genocide center was announced.

The night also featured Derek Black, a former white nationalist who renounced his racist upbringing and family orientation after meeting Jewish friends in college who showed him that the goodness in man has no link to race, religion, or culture.

Due to his courageous and exemplary shift in beliefs and for redirecting his life towards valuing and loving all people equally, Black received the Elie Wiesel Award and a round of thunderous

applause. His fellow honoree was Matthew Stevenson, the Jewish student who reached out to him.

At the event, Rabbi Shmuley Boteach urged the approximately 700 in attendance to take actions in line with Wiesel and advocate against genocide, mass murder, and human rights abuses.

“The Bible is clear: Thou shalt not stand idly by the blood of your neighbour,” Rabbi Shmuley said. “The responsibility of the powerful to protect the weak is everlasting.”

While presenting the award to Kagame, Dr Mehmet Oz described him as a champion for human dignity and a fearless leader.

In turn, President Kagame told his listeners that human dignity should be the driver of everything and that Rwandans take friendship with the Jewish people to be natural because of their shared history. He urged everyone to oppose hatred.

“Hatred can never be justified, irrespective of whatever grievance one may hold. It may not be easy but it is our responsibility to keep this corrosive emotion in check and out of public affairs. More generally we must always endeavour to be different from those who adhere to ideologies of hatred,” he said.

He told the audience that efforts to deny and trivialise the Genocide against the Tutsi were on the rise across the globe despite all the evidence.

“We must come together to confront this serious threat and ensure that it does not take root in any society,” Kagame said.

He said Rwanda was ready to cooperate with the International Genocide Centre established by Rabbi Shmuley Boteach, one of the curators of the event, to tackling denial of genocide and the holocaust.

“Wherever we can we will also contribute to protecting others who are at risk,” he pledged.

La BM accorde au Rwanda un pr te de 81 millions de dollars destin s au transport

[Kigali© 2017 Agence Afrique 29/05/2017 0](#)

La Banque Mondiale (BM) a promis au Rwanda un prêt de 81 millions de dollars pour appuyer des projets dans le secteur des transports, d’après un communiqué publié la semaine passée, par l’institution financière, sur son site officiel.

Le fonds est accordé par l’Association internationale de développement (IDA), un organisme de la BM qui soutient les pays en développement. Le gouvernement du Rwanda s’en servira

pour financer la partie qui lui revient dans le programme de transport du lac Victoria (LVTP).

L'objectif affiché du projet est d'améliorer la sécurité et circulation des personnes, des biens et services le long du corridor régional de la frontière entre le Rwanda et la Tanzanie jusqu'au passage frontalier de Nemba et Rusizi.

Selon le chef de l'équipe de la BM en charge du projet, Muhammad Zulfiqar Ahmed, «le LVTP devrait offrir un meilleur accès aux communautés rurales vivant le long du corridor routier qui sont fortement dépendantes de l'agriculture et de l'élevage pour leur subsistance».

Le communiqué explique qu'il s'agit du premier d'une série de trois projets du programme de transport du lac Victoria qui implique le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda et devrait générer au moins 500 emplois permanents pour les associations communautaires locales.

Le lac Victoria est la première étendue d'eau douce d'Afrique. Il approvisionne les pays qui le bordent en électricité, en eau et en poisson. La BM soutient des projets autour de ce lac depuis plusieurs années.

Rwanda : une femme de 35 ans candidate à l'élection présidentielle

04/05 - Rwanda

La fille d'un ancien financier du parti au pouvoir au Rwanda, décédé en 2015 dans des circonstances controversées, a annoncé mercredi sa candidature à la présidentielle d'août 2017, en tant qu'indépendante face au président sortant Paul Kagame.

“J’offre des choses qu’il (le Front patriotique rwandais/FPR au pouvoir, ndlr) n’a pas été capable d’offrir aux Rwandais. Je vais combattre la pauvreté, je vais combattre l’injustice”, a déclaré Diane Rwigara, lors d’une conférence de presse à Kigali.

Agée de 35 ans, cette femme d'affaires est la fille d'Assinapol Rwigara, un important entrepreneur rwandais qui avait fait fortune dans l'industrie et l'immobilier.

Dans les années 1990, il avait largement financé le FPR avant que celui-ci ne renverse le pouvoir extrémiste hutu en juillet 1994, mettant ainsi fin au génocide qui a fait environ 800.000 morts selon l'ONU, essentiellement parmi la minorité tutsi.

Diane Rwigara avait pris ses distances avec le FPR après le décès de son père en février 2015, dans un accident de la route selon la police.

Elle avait contesté cette version et dénoncé un “assassinat” lié aux affaires de son père, sans toutefois en apporter la preuve. Des accusations démenties par la police.

“Je ne suis pas ici pour parler de mon père”, a-t-elle déclaré à la presse, tout en reconnaissant que son décès avait été “une des raisons” l’ayant poussée à présenter sa candidature.

“Tous les Rwandais connaissent des personnes qui ont disparu ou ont été tuées” dans des circonstances troubles et “les auteurs de ces crimes n’ont jamais été traduits en justice”, a-t-elle accusé, disant se baser sur de nombreux rapports d’organisations de défense des droits de l’Homme.

En 2014, Human Right Watch avait dénoncé une vague de “disparitions forcées” au Rwanda, dans un rapport qui avait été rejeté en bloc par les autorités.

Contactés mercredi par l’AFP, le FPR et la police rwandaise n’ont pas souhaité réagir aux accusations de l’opposante.

Selon Mme Rwigara, les Rwandais ont “peur de s’exprimer car ils sont trop effrayés par le parti au pouvoir”. Elle a promis de donner “la liberté aux Rwandais d’exprimer leurs pensées et de participer à la construction de notre pays”.

Mme Rwigara est la quatrième candidate déclarée à la présidentielle d'août 2017, après la candidature en février de l'indépendant Philippe Mpayimana, tout juste rentré d'exil, celle de Frank Habineza, le président du Parti démocratique vert – seule formation d'opposition reconnue par les autorités –, et celle de M. Kagame.

Une réforme controversée de la Constitution adoptée en décembre 2016 permet à M. Kagame, homme fort du pays depuis 1994, de se représenter cette année et, potentiellement, de diriger le pays jusqu'en 2034.

Si la Constitution rwandaise consacre le multipartisme, il n'existe pratiquement pas d'opposition dans le pays, le FPR contrôlant d'une main de fer les sphères politique, sociale et économique.

AFP

Rwanda : le parti d'opposition FDU dénonce l'assassinat de l'un de ses membres

11 mai 2017 à 14h29 — Mis à jour le 11 mai 2017 à 18h09

<http://www.jeuneafrique.com/437001/societe/rwanda-parti-dopposition-fdu-denonce-l-assassinat-de-lun-de-membres/>

Les Forces démocratiques unifiées (FDU), le parti de l'opposante emprisonnée Victoire Ingabire, non reconnu légalement par les autorités, ont dénoncé ce 11 mai l' "assassinat" d'un de leurs membres.

Jean Damascène Habarugira, activiste des FDU dans le district de Ngoma, dans l'est du pays, a disparu le 5 mai dernier, explique Boniface Twagirimana, le vice-président des FDU, qui dénonce un « assassinat ».

Selon Theos Badege, le porte-parole de la police rwandaise, le corps sans vie de Jean Damascène Habarugira a été retrouvé le 8 mai au bord d'une route dans le district de Bugesera, au sud du pays, à une soixantaine de kilomètres de son lieu de résidence.

Jean Damascène Habarugira était en conflit avec les autorités locales depuis plusieurs mois, car il s'opposait à la politique de planification agricole du gouvernement, selon Boniface Twagirimana.

L'opposant tué avait disparu après un rendez-vous avec un soldat démobilisé du nom de Théophile Bizimana, chargé de la sécurité dans son village, selon le vice-président des FDU.

La police a confirmé que ce Théophile Bizimana avait été arrêté. Une enquête est en cours, sans plus de détails sur le suspect. Selon un autre membre des FDU qui dit avoir pu voir le corps de Jean Damascène Habarugira, ce dernier porterait des traces de sévices : sa tête était à moitié tranchée et ses yeux énucléés.

L'ombre du génocide de 1994

Les FDU sont dirigées par l'opposante rwandaise Victoire Ingabire, qui purge à Kigali une peine de 15 ans de prison pour « conspiration contre les autorités par le terrorisme et la guerre », « minimisation du génocide de 1994 » contre les Tutsis et « propagation de rumeurs dans l'intention d'inciter le public à la violence ».

Régulièrement salué pour sa stabilité et ses performances économiques, le Rwanda est cependant pointé du doigt pour son manque d'ouverture politique. Plusieurs partis d'opposition, dont les FDU, ne sont pas reconnus par les autorités, qui les considèrent comme des ennemis de l'État ou les accusent d'être proches de personnes soupçonnées d'avoir participé au génocide de 1994, qui a fait environ 800 000 morts essentiellement parmi la minorité tutsi.

Depuis mars 2016, Illuminée Iragena, une infirmière membre des FDU à Kigali, est aussi portée disparue. Ses proches craignent qu'elle ne soit détenue illégalement, voire quelle soit morte en

détention, selon un communiqué publié en septembre par l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW).

Le 4 août, 6,8 millions de Rwandais seront appelés aux urnes pour l'élection présidentielle. Le président Paul Kagame, homme fort du pays depuis 1994, briguera un troisième mandat autorisé par une réforme contestée de la Constitution adoptée par référendum en décembre 2015.

Pour l'heure, trois candidats d'opposition ont déclaré leur volonté de se présenter face lui.

Rwanda: Un tournoi de football en commémoration du Génocide

Le 12 Mai 2017 à 15:08

<http://www.africatopsports.com/2017/05/12/rwanda-tournoi-de-football-commemoration-genocide/>

La Ferwafa (Fédération rwandaise de football) annonce la tenue d'un tournoi continental de football à Kigali du 1er au 4 juin prochain. Il s'agit de rendre hommage aux footballeurs, supporters et à tous ceux qui ont perdu la vie dans le Génocide de 1994.

Le Rwanda a ainsi envoyé des invitations à 13 pays (Maroc, Guinée, Guinée équatoriale, Togo, Congo, Libye, Burkina Faso,

Ethiopie, Gabon, Libéria, Ghana, Kenya et Nigeria). Le pays attend les retours de ces derniers.

C'est la deuxième édition de ce tournoi qui a déjà eu lieu en 2015 avec le Rwanda, le Kenya, le Soudan du Sud et la Tanzanie dans un format championnat où toutes les équipes s'affrontent.

La Ferwafa espère profiter de cette compétition pour préparer son équipe pour la 1ère journée des éliminatoires de la CAN 2019. Les Amavubi affronteront la Centrafrique à Bangui.

Le Premier ministre éthiopien participe au travail communautaire au Rwanda lors d'une visite d'Etat

Par : Justine | Mots clés : Rwanda, Ethiopie, relations

French.china.org.cn | Mis à jour le 29-04-2017

[http://french.china.org.cn/foreign/txt/2017-04/29/content_40719800.htm]

Le Premier ministre éthiopien, Hailemariam Desalegn, a participé samedi au travail communautaire mensuel appelé "Umuganda"

dans le langage local alors qu'il termine sa visite d'Etat de trois jours dans ce pays d'Afrique centrale.

M. Desalegn est arrivé jeudi dans la capitale rwandaise Kigali accompagné par la première dame Roman Tesfaye et de hauts fonctionnaires de son gouvernement pour renforcer les liens bilatéraux entre l'Ethiopie et le Rwanda.

Avec le président rwandais Paul Kagame et la première dame Jeannette Kagame, le chef éthiopien et son épouse ont participé à la construction d'une bibliothèque scolaire locale dans le district de Gasabo de la capitale.

"Je suis impressionné par cette pratique du travail communautaire mensuel. C'est l'un des piliers du développement social et économique inclusif de l'économie du pays. Le Rwanda a de nombreuses leçons de développement à partager avec le reste du monde", a-t-il déclaré lors du travail communautaire.

Umuganda est organisé dans les communautés du Rwanda tout le dernier samedi de chaque mois et c'est devenu une norme chez les citoyens rwandais où ils utilisent la plate-forme pour développer leurs communautés.

Depuis son arrivée au Rwanda, M. Desalegn a été témoin de la signature de onze accords bilatéraux dans de multiples secteurs. Vendredi soir, il a officiellement ouvert l'ambassade d'Éthiopie au Rwanda.

Les accords conclus entre les deux pays concernent les traités d'extradition, l'entraide judiciaire, la communication, l'information et les médias, les jeunes et les sports, le tourisme et la santé.

Le Rwanda et l'Éthiopie ont également signé des pactes bilatéraux dans les domaines de l'éducation, de la culture, de la coopération dans les prisons et des services correctionnels, du sexe, des femmes et des enfants ainsi que de la gestion des ressources en eau.

Le Premier ministre éthiopien et le président rwandais ont parlé vendredi lors d'une conférence de leur à réaliser un développement social et économique inclusif.

Suivez China.org.cn sur Twitter et Facebook pour rejoindre la conversation.

Source: Agence de presse Xinhua

La RCA et le Rwanda signent un accord-cadre de coopération

Par APA - 22/05/2017

Cette coopération couvre les domaines politique, économique, social, culturel et technique, précise le ministre dans un communiqué publié vendredi à Bangui.

Le ministre centrafricain des Affaires étrangères, Charles Armel Doubane, de retour au pays après un séjour au Rwanda a annoncé la signature avec cet Etat d'un accord-cadre de partenariat dans plusieurs domaines.

Cette coopération couvre les domaines politique, économique, social, culturel et technique, précise le ministre dans un communiqué publié vendredi à Bangui.

La RCA est très intéressée par le modèle de sortie de crise et du développement du Rwanda et veut s'en inspirer à travers un cadre de coopération qui favorise les échanges.

Ainsi avant la signature de ce cadre de coopération plusieurs missions d'échanges ont été organisées au Rwanda par les membres de la société civile centrafricaine.

Pour leur part, les victimes de génocide du Rwanda sont venues en RCA témoigner de la manière utilisée pour résoudre la crise qu'ils ont traversée.

Selon le communiqué, « c'est dans le souci de promouvoir les relations d'amitié sur une base légale que les deux pays frères et amis ont scellé cet accord dans l'intérêt des deux Etats. »

La Monusco annonce le rapatriement de plus de 30 rebelles FDLR au Rwanda

<https://actualite.cd/2017/05/22/monusco-annonce-rapatriement-de-plus-de-30-rebelles-fdlr-rwanda/>

Les rebelles rwandais des Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR) restent actifs dans les forêts de la province du Nord-Kivu. D'après la Monusco, plus de trente...

Les rebelles rwandais des Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR) restent actifs dans les forêts de la province du Nord-Kivu. D'après la Monusco, plus de trente (30) éléments FDLR qui se sont rendus la semaine dernière ont été rapatriés dans leur pays, le Rwanda.

«Le programme DDR/RR a signalé que le 19 mai 2017, trente-un (31) participants rwandais, dont notamment neuf (9) FDLR/FOCA, deux (2) CNRD, un (1) RUD et seize (16) personnes à charge ont été rapatriés vers leur pays d'origine», a dit

la Monusco au cours du briefing ce lundi 22 mai 2017 à la presse à Goma.

Selon le gouverneur Julien Paluku, 199 000 réfugiés rwandais se trouvent encore au Nord-Kivu.

«Il faut identifier les 199.000 réfugiés rwandais qui sont au Nord-Kivu et s'ils ont des cartes d'identité congolaises, il faut les leur ravir», avait déjà dit l'autorité provinciale au cours d'un point de presse le week-end dernier à Goma.

Par ailleurs, la Monusco signale le rapatriement de deux (2) combattants sud-soudanais vers l'Ethiopie à partir de l'aéroport de Goma. Plus de cinq cents (500) combattants sud-soudanais restent toujours campés dans une base de la Monusco, à Munigi, à environ 6 km au nord de Goma.

Patrick Maki

Le Rwanda portera assistance au Niger en matière de TIC

(Niamey et les 2 jours) - En marge du sommet « Transform Africa », le Niger et le Rwanda ont signé un accord de coopération.

Il s'agit d'un mémorandum d'entente en matière de coopération dans les domaines de l'information et de la communication, signé entre Sani Maigochi, ministre nigérien des Postes, des télécommunications et de l'économie numérique et son homologue rwandais.

Le protocole d'accord entre dans le cadre du développement des villes et villages intelligents au Niger, surtout que le Rwanda a une bonne avance en matière de TIC sur le continent.

Durant ce sommet, les participants ont dévoilé le plan directeur des villes africaines intelligentes et durables à mettre en place dans leurs pays. Le but est d'intégrer l'urbanisme, les infrastructures, les installations urbaines, l'espace public, la fourniture de services et l'infrastructure des TIC dans la gestion et la fourniture de services publics dans les zones rurales et urbaines.

Le Président nigérien Mahamadou Issoufou ayant dirigé la cérémonie de clôture du sommet a laissé entendre que les nouveaux espaces publics dans les villes nigériennes seront dotés de WiFi gratuit. Le sommet a pris fin, vendredi dernier.

Le président du Rwanda Paul Kagamé et son Premier ministre Anastase Murekezi sont attendus à cette Assemblée générale.

[<https://www.fratmat.info/index.php/nos-unes/item/38273-afreximbank-la-24e-assemblee-generale-se-tiendra-le-28-juin-au-rwanda>]

Afreximbank: La 24e Assemblée générale se tiendra le 28 juin au Rwanda

La Banque d'import-export africaine (Afreximbank) tiendra sa 24e Assemblée générale annuelle des actionnaires (Aga) à Kigali du 28 juin au 1er juillet. Ce, autour du thème: « Stimuler le commerce intra africain et de l'intégration ».

Cet évènement qui se déroulera au Centre des congrès de Kigali, enregistrera la participation de certains des plus hauts dirigeants politiques et économiques de l'Afrique et des experts internationaux.

Le Président du Rwanda Paul Kagamé et son Premier ministre Anastase Murekezi sont attendus à cette Assemblée générale. Prendront également part à cet événement Olusegun Obasanjo, l'ancien président du Nigeria; Dr. Akinwumi Adesina, président de la Banque africaine de développement; Roberto Azevedo, directeur général de l'Organisation mondiale du commerce; Pr Justin Lin, directeur du Centre de New Economics structurelle et doyen honoraire de l'École nationale de développement, l'Université de Pékin (Chine)...

Deux séminaires les 28 et 29 juin meubleront les activités de l'Assemblée générale. Cette assemblée explorera les perspectives pour accélérer le développement économique et la transformation des économies africaines par le commerce. Ils seront suivis le 30 juin par la réunion du groupe consultatif Afreximbank sur le financement du commerce et le développement des exportations en Afrique; en mettant l'accent sur les possibilités commerciales de l'Afrique dans un monde de la montée du protectionnisme.

Un forum d'investissement organisé par le gouvernement rwandais et une exposition commerciale auront lieu le 30 juin également alors que l'assemblée générale annuelle de juin clôturera les activités commerciales le 1er juillet.

Kamagaté Issouf

Issouf.kamagate@fratmat.info

Source : Afreximbank

Coopération Gabon-Rwanda : sommet Transform Africa à Kigali

13 mai, 2017 <http://www.union.sonapresse.com/gabon-politique/cooperation-gabon-rwanda-sommet-transform-africa-kigali-15997>

Intervenant dans le cadre des travaux des assises qui se sont tenues dans la capitale rwandaise, Emmanuel Issoze Ngondet a exprimé, entre autres, la détermination des autorités gabonaises à faire de ce secteur un moteur de la croissance de notre économie.

DU haut de la tribune du sommet Transform Africa, le Premier ministre, Emmanuel Issoze Ngondet, a, au nom du président de la République, réaffirmé, jeudi dernier, à Kigali (Rwanda), l'ambition des plus hautes autorités gabonaises de contribuer à l'érection " d'un marché unique africain du numérique".

S'adressant à un parterre de chefs d'État et de délégations, il a fait valoir que pour atteindre cet objectif, " l'Afrique avait besoin de la mutualisation des produits de toutes ses intelligences pour entrer dans le 3e millénaire avec assurance et sérénité".

Dans tous les cas, a précisé le chef du gouvernement, la détermination du président de la République ne s'est jamais démentie. A en juger notamment, a-t-il indiqué, par la mise sur pied d'infrastructures (Sat 3, ACE) visant à vulgariser et à faire du numérique une réalité palpable auprès des populations gabonaises, à travers la baisse des coûts des licences, des tarifs à disposition du grand public, des politiques de formation et d'harmonisation du cadre législatif et réglementaire des pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac).

J.K. M.

Retrouvez l'intégralité de cet article dans la version numérique complète

Retournez à la rubrique Gabon politique Gabon

RDC CONGO :

Sanctions UE : Le gouvernement promet une réponse appropriée

Le gouvernement congolais promet une réponse appropriée aux sanctions prises ce lundi 29 mai 2017 par l'Union Européenne. « Nous ne pouvons pas rester indifférents face à ces...

Le gouvernement congolais promet une réponse appropriée aux sanctions prises ce lundi 29 mai 2017 par l'Union Européenne.

« Nous ne pouvons pas rester indifférents face à ces sanctions injustes qui ne respectent à aucun cas la souveraineté de la RDC. Il y aura une réponse appropriée à ces sanctions », a réagi à ACTUALITE.CD un membre du cabinet du vice-Premier ministre en charge des Affaires étrangères.

“Le vice-Premier ministre rentre ce soir à Kinshasa et il a dit que la réaction du gouvernement sera très forte », a-t-il ajouté.

Sanctionné par l'Union Européenne, le ministre de Communication et des Médias, Lambert Mende, contacté, s'est refusé à tout commentaire, promettant une réaction appropriée dès son retour au pays.

L'Union Européenne a adopté des sanctions contre les autorités congolaises qu'elle accuse d'agir contre la décrispation politique en RDC, conformément aux prescrits de l'accord du 31 décembre 2016.

Sont concernés par ses sanctions, Lambert Mende, ministre de la Communication et des Médias, Shadary Ramazani, ministre de

l'Intérieur, Evarist Boshab, ancien ministre de l'Intérieur, Kalev Mutomb, inspecteur national de l'ANR (Agence Nationale de Renseignement), Alex Kande, gouverneur du Kasai Central, Jean-Claude Kazembe, gouverneur du Haut-Katanga, Erick Ruhorimbere, brigadier général, Muhindo Akili Mundos, un commandant de l'armée congolaise.

Stanys Bujakera

La RD Congo autorise des tests de vaccin anti-Ebola

https://www.rtbf.be/info/societe/detail_la-rd-congo-autorise-des-tests-de-vaccin-anti-ebola?id=9619728

Le gouvernement congolais a autorisé des tests de vaccin contre le virus d'Ebola en République démocratique du Congo où une épidémie s'est déclarée dans une région du nord-est, a-t-on appris lundi de source gouvernementale.

"La RDC accepte l'utilisation des vaccins contre le virus d'Ebola. Depuis quelques jours, le gouvernement a donné un avis de non-objection qui autorise que des vaccins pour combattre le virus Ebola soient administrés sur le territoire congolais", a déclaré à l'AFP un responsable du ministère de la Santé congolais.

"Nous attendons des partenaires un plan opérationnel qui déterminera ce qu'il faut faire concrètement, dans quelles aires géographiques on pourrait vacciner", a-t-il ajouté sous couvert d'anonymat, indiquant qu'"une décision définitive sur la mise en oeuvre sortira dans les 24 heures, après concertations".

Alors qu'il n'existe aucun vaccin homologué, l'OMS a annoncé le 18 mai, sept jours après la déclaration de l'épidémie de virus Ebola par les autorités, qu'il existait un vaccin prometteur dont les stocks pourraient être acheminés en quelques jours en RDC.

Le 19 mai, des chercheurs ont annoncé la découverte aux États-Unis d'un anticorps qui neutralise les trois principales souches du virus Ebola.

Huitième épidémie d'Ebola

Les autorités congolaises ont affirmé le 12 mai que le pays faisait face à sa huitième épidémie d'Ebola depuis la découverte de ce virus sur son sol en 1976. La maladie a été détectée dans une zone isolée du Bas-Uélé, à environ 1300 km au nord-est de Kinshasa. Jusqu'à présent, deux cas ont été confirmés en laboratoire. 18 autres sont suspects, selon l'OMS.

La fièvre hémorragique provoquée par ce virus est hautement contagieuse et la durée d'incubation du virus Ebola est de 21 jours.

Au total, trois personnes sont mortes. Il s'agit de la première flambée d'Ebola depuis la terrible épidémie qui avait frappé l'Afrique de l'Ouest entre fin 2013 et 2016, causant plus de 11 300 morts sur quelque 29 000 cas recensés, à plus de 99% en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone.

RD Congo : Lambert Mende et huit autres personnalités visés par des sanctions européennes

Neuf personnalités en République démocratique du Congo sont venues s'ajouter à la liste noire de l'Union européenne. Ces responsables congolais parmi lesquels le très médiatique ministre de l'Information Lambert Mende pourraient se voir priver de voyage dans l'espace européen et leurs avoirs en Europe gelés.

On retrouve également sur cette liste Ramazani Shadary, actuel ministre de l'Intérieur et de la sécurité publique, son prédécesseur et ancien vice-Premier ministre Evariste Boshab ou le chef de l'Agence nationale du renseignement Kalev Mutond.

L'Europe reproche notamment à ces hommes des violations graves des droits humains dont l'usage et le recours systématique à la force, principalement dans les régions du Kasai, du Kivu, au Congo central et même dans la capitale Kinshasa.

Toutefois, il faudra encore attendre l'aval du Conseil des ministres de Affaires étrangères prévu le 19 juin à Luxembourg pour que les sanctions soient effectives.

Fin 2016, l'Union européenne avait déjà publié une liste de sept personnalités congolaises frappées de sanctions. Des mesures prises, selon l'Europe, en vue de favoriser le climat politique et social en République démocratique du Congo alors que les violences se font persistantes dans certaines régions, comme c'est le cas au Kasai.

CONGO :

Congo-Brazzaville: le président inaugure un nouveau barrage financé par la Chine

Par RFI Publié le 29-05-2017 <http://www.rfi.fr/afrique/20170529-congo-brazzaville-le-president-inaugure-nouveau-barrage-finance-chine>

Au Congo, un nouveau barrage doit être mis en route ce lundi 29 mai. Le barrage de Liouesso se trouve dans la Sangha, à plus de 700 kilomètres au nord de Brazzaville. Avec une puissance installée de 19,9 mégawatts, cet ouvrage, le deuxième du genre dans le nord du Congo, a été préfinancé, comme le premier, par la Chine. Avec ce barrage, les autorités congolaises entendent booster davantage l'économie de la Sangha, reconnue comme la deuxième région économique du pays après Pointe-Noire où est extrait le pétrole.

C'est le président Denis Sassou-Nguesso qui va patronner ce lundi la cérémonie d'inauguration du barrage de Liouesso, construit sur le cours de la rivière Lengouet. Ses travaux de construction ont duré 48 mois.

Montant : 54 milliards de francs CFA, préfinancés par la Chine qui a également supporté pour 18 milliards de francs les lignes attenantes qui partent du barrage à Ouesso, capitale de la Sangha, via la cité de Mokeko.

Le défi à relever désormais, c'est de conduire le courant de Liouesso aux villes de Pokola et Ngombé. Ces dernières abritent deux grandes scieries qui donnent à la Sangha le statut de deuxième région économique du Congo après Pointe-Noire (sud).

Les autorités comptent également sur cette électricité pour bâtir dans quelques années une Zone économique spéciale (ZES) dans la Sangha.

Le barrage hydroélectrique de Liouesso, 19,9 mégawatts, est le deuxième construit au Nord-Congo après celui d'Imboulou, 120 mégawatts, préfinancé également en grande partie par la Chine et opérationnel depuis 2011

Législatives au Congo : la bataille de Ouenzé

Publié le 17 mai 2017

<http://www.jeuneafrique.com/mag/437784/politique/legislatives-congo-bataille-de-ouenze/>

Prévues pour le 16 juillet, les élections législatives congolaises enfièvrent déjà les états-majors politiques. Un duel mobilise l'attention : celui de la première circonscription de Ouenzé, 5e arrondissement de Brazzaville et l'un des bastions du Parti congolais du travail (PCT) dans la capitale.

Candidat naturel de ce parti, dont il est le secrétaire général depuis près de six ans, le député sortant Pierre Ngolo aura face à lui Juste Mondélé, secrétaire général du Club 2002-Pur.

Problème : Mondélé est conseiller politique à la présidence de la République, et la formation qu'il dirige, fondée par un neveu du

chef de l'État, le désormais pasteur Wilfrid Nguesso, appartient à la majorité présidentielle, dont Pierre Ngolo est le chef.

Affrontement fratricide ?

Entre Ngolo, qui bénéficie du soutien de leaders importants de la majorité comme Landry Kolelas ou Helot Matson Mampouya, et Mondélé, qui semble disposer d'importants moyens, l'affrontement risque d'être fratricide. Les législatives (qui pourraient être reportées dans quelques circonscriptions du Pool pour cause d'insécurité) aboutiront à l'élection de 151 députés, chaque parti étant obligé, de par la loi, de présenter un quota de 30 % de femmes sur ses listes.

À noter qu'au regard des dispositions électorales les directeurs généraux et conseillers nommés par décret présidentiel sont tenus de se mettre en congé de ces fonctions s'ils souhaitent se présenter. Une mesure qui concerne Juste Mondélé, mais aussi 40 % des 93 députés PCT sortants et dont l'application est l'un des gages institutionnels de la volonté de « rupture » prônée par le président Denis Sassou Nguesso lors de sa réélection en 2016.

UGANDA :

East Africa: Uganda, Tanzania Ink U.S.\$3.6 Billion Oil Pipeline Agreement

<http://allafrica.com/stories/201705290011.html>

Uganda and Tanzania have signed a framework agreement on their proposed \$3.55 billion crude export pipeline, a key milestone for the project.

Tanzania's Minister for Constitution and Legal Affairs, Prof Palamagamba Kabudi and Uganda's Energy minister Irene Muloni signed the intergovernmental agreement in Dar es Salaam Friday.

Uganda is expected to start pumping its oil to international markets in three years.

Ugandan officials told Reuters that the deal covers terms on tax incentives for the project, implementation timelines, the size of the pipeline and local content levels, keeping it on track to complete in 2020.

The signing follows a discussion between President John Magufuli and his Ugandan counterpart Yoweri Museveni, which was held in Dar es Salaam last week.

The two leaders had on Sunday signed a communique agreeing to begin setting up the East African Crude Oil pipeline (EACOP) plan from Hoima in western Uganda to Tanga, a northern seaport city in Tanzania.

Uganda and Tanzania agreed last year that the 1,443-kilometre crude oil pipeline would go through the latter country after shelving plans to have it pass through Kenya.

The 24-inch diameter pipeline will be heated so it can keep highly viscous crude oil liquid enough to flow.

With Agencies

Uganda needs Kenya's go-ahead for rail cash By David Malingha Doya

| Updated Mon, May 29th 2017 at 00:00 GMT +3

Uganda, which wants to start building part of a multi-billion-dollar rail line to Kenya, must wait for its neighbour to decide on plans for its portion of the track before the project's main funder makes money available, Uganda's finance minister said. Export-Import Bank of China will arrange financing for Uganda only when it is sure that Kenya "is willing and able to extend its railway to the border, so that they don't fund a white elephant," Finance Minister Matia Kasaija said. Kenya has committed to the line, but wants to start building when it is in a position to borrow more money, he said. Eximbank will provide 85 per cent of the Sh237 billion (\$2.3 billion) Uganda needs for the line, Kasingye Kyamugambi, the rail project's coordinator in Uganda, said in February.

East African nations are trying to direct funds to infrastructure to help accelerate economic growth. The 273-kilometer standard-gauge line linking landlocked Uganda's capital, Kampala, to Malaba on the Kenyan border will form part of a network that will eventually span 3,200 kilometers across the two nations, Rwanda, and possibly South Sudan. China Eximbank in December agreed

to lend Kenya Sh505 billion for the second leg of the new railway, linking Naivasha to Malaba. Trial runs on the first phase between the capital, Nairobi, and the port city of Mombasa start next month. The entire line in Kenya will cost Sh1.08 trillion (\$10.5 billion). Tanzania Option ALSO READ: Brace for defeat, Kalonzo tells Wiper rivals in his backyard The World Bank estimates that China may fund about 37 per cent of Uganda's investment programme in the three years that end June 30, 2020. That's around the time the country expects oil production to begin. Tullow Oil Plc, China National Offshore Oil Corporation and France's Total SA are jointly developing crude finds estimated at 6.5 billion barrels. The state estimates that oil companies will spend \$8 billion in the country ahead of production that's scheduled to begin in three years. If the Kenyan route to the Indian Ocean is delayed, Uganda may develop an alternative track through Tanzania to the same coastline, according to Kasaija. That would involve Uganda building a standard-gauge track from Kampala to Lake Victoria and a new port, connecting to similar infrastructure on the Tanzanian side, Kasaija said. [Bloomberg] Read more at:

<https://www.standardmedia.co.ke/business/article/2001241439/uganda-needs-kenya-s-go-ahead-for-rail-cash>

TANZANIA :

'Cover-up' uncovered

Among its key findings, the probe team led by Prof Abdulrahman Mruma reported that the containers impounded at the port had real minerals worth 1.339trn/- in total, which had not been declared for taxation or recorded by the Tanzania Mineral Audit Agency (TMAA).

TANZANIA's mining industry appears to have been literally turned on its head in the wake of yesterday's stunning revelation that well over 1 trillion/- worth of gold, copper and other authentic gemstones were found in just 277 containers impounded at the port of Dar es Salaam in March this year with loads with mineral sand ready to be shipped abroad for processing.

The findings are contained in a much-awaited report compiled by a committee of experts appointed by President John Magufuli in March this year to verify the actual amount of real minerals in the 'sand' – otherwise known as gold-copper concentrate ores – stored in the containers.

The committee's report delivered to the president at State House yesterday revealed stark details that appeared to confirm earlier widespread fears that the country has for years been duped big time on the true quantity, amount and value of real minerals in mineral concentrate ores being exported by the big mining companies for smelting purposes.

Among its key findings, the probe team led by Prof Abdulrahman Mruma reported that the containers impounded at the port had real minerals worth 1.339trn/- in total, which had not been declared for

taxation or recorded by the Tanzania Mineral Audit Agency (TMAA).

“The government therefore has not seen a single cent in terms of tax from these minerals,” the report said.

It added that the minerals found in the concentrates and not declared for taxation included real gold, silver, copper, metal and sulphur, plus other strategic minerals such as helium, nicon, zinc, lithium and ledium.

According to the report, the strategic minerals alone from sampled containers were valued at between 129.5bn/- and 261.5bn/-.

“The copper found was worth up to 23.3bn/-, contrary to TMAA records showing that it was worth just 13bn/-,” the report indicated.

The breakdown on the verified value of the minerals in the containers is as follows: gold 2.1bn/- (compared to TMAA’s estimate of 1bn/-), sulphur 1.9bn/-, and metal 2.3bn/-.

The probe team also found that TMAA had not put any marks to indicate the type of minerals in each container as they were being sealed after samples were taken.

“This raises the question that there might be some tampering with the weight and contents of such containers without the government’s knowledge,” said Prof Mruma, who is chief executive officer of the Geological Survey of Tanzania (GST), when presenting a summary of the report at State House yesterday.

According to official figures, total exports of mineral concentrate ores by Acacia Mining Plc - the country's biggest gold miner - before an indefinite ban imposed by President Magufuli back in March was between 250 to 300 containers per month.

Another committee finding was that scanners at the port of Dar es Salaam did not have the capacity to properly scan the contents of concentrate ores for real minerals.

The team recommended that the ban on mineral sand exports should remain and the government should work on establishing its own smelting plant within the country.

It also proposed that serious disciplinary measures be taken against officials of the Ministry of Energy and Minerals and TMAA for failing to take action despite the presence of such tax evasion loopholes within their dockets.

President Magufuli personally ordered the impoundment of the 277 containers that provided the basis of the committee's report when he made an impromptu visit to Dar es Salaam's harbour area on March 23. The mineral sand loaded in the containers was said to come from Lake Zone-based gold mines owned by Acacia.

The probe team he appointed was given the mandate to also verify the contents of containers with gold/copper concentrate loads at various inland container depots (ICDs) countrywide.

Apart from Prof Mruma, other members of the committee comprising mainly chemists and geologists were Prof Justianian Ikingura, Prof Joseph Bushwashaiga, Dr Yusuf Ngenya, Dr Joseph Yoweza Philip, Dr Ambrose Itika, Mohamed Makongoro, and Henry Gombela.

The Guardian

KENYA :

President Kenyatta to G7: Time to listen to Africa's story

May 27, 2017 (3 days ago) 5:07 pm

<http://www.capitalfm.co.ke/news/2017/05/president-kenyatta-to-g7-time-to-listen-to-africas-story/>

By MICHAEL MUMO, TAORMINA, Italy, May 27 – President Uhuru Kenyatta came to the hilltop resort city of Taormina with a clear message to G7 -“It’s time to listen to Africa’s story.”

Speaking to Kenyan reporters at the Hotel Villa Sant Andrea soon after addressing the summit, President Kenyatta said he had laid the foundation on the prospects that exist on the continent.

“I focused on the opportunities that derive from innovation and the progress and steps we have made especially with regard to engaging the young people in Kenya and on the African continent and the possibilities the Internet and mobile telephony have to help us create jobs,” he said.

He disclosed that he also focused on the investments that Africa is making in roads, power, energy sectors, and how this is helping open up the continent.

“We sensed a lot of enthusiasm from our partners who are willing to engage us in the spirit not necessarily of dependence, but rather a spirit of partnership that seeks win-win solutions for both partners.”

He said the meeting also discussed the challenges that are posed by the same digital dividends.

“Technology has been used by forces that are opposed to a free society especially those anti-democratic forces; those terrorist forces that seek to radicalise and we need to ways in which we can partner to counter the negative aspects of innovation.”

President Kenyatta it was necessary to live with the understanding that the world is at war with a few individuals who seek to use openness to undermine society and create divisions.

“We must manage positive aspects of innovation and ICT but must work closely to eliminate that small minority that may use this technology in a negative manner.”

He said he hoped post-G7 will see closer cooperation at a bilateral level to transform the continent and create new opportunities.

Earlier in the day, President Kenyatta held bilateral talks with Japanese PM Shinzo Abe, Italian PM Paolo Gentiloni, German Chancellor Angela Merkel and Canadian PM Justin Trudeau.

Gentiloni spoke of the need for G7 to continue to be involved with both trade and aid in Africa.

He pledged continued cooperation to Kenya in security, fighting terror and maritime matters.

The two leaders also discussed increasing the volume of Kenyan exports, which currently include coffee, tea, hides and skins, fish, leather, fruits and vegetables, and cut flowers.

“Italy is keen to keep its share of the Kenyan market in machinery, fertilizers, and accessories for medicines,” State House Spokesman Manohar Esipisu said after the talks.

Merkel on her part called for closer cooperation to promote innovation and technology transfer, key being to seek leapfrogging solutions such as mobile telephony has done.

Merkel also invited a select group of African leaders – among them President Kenyatta – to the upcoming G20 Summit to continue dialogue.

Le Kenya reconnu coupable d'avoir violé les droits de la minorité ogiek

<http://www.journaldemontreal.com/2017/05/27/le-kenya-reconnu-coupable-davoir-viole-les-droits-de-la-minorite-ogiek>
Samedi, 27 mai 2017 01:36 MISE à JOUR Samedi, 27 mai 2017 01:36

Nairobi | La Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) a jugé vendredi le gouvernement kényan coupable d'avoir violé les droits et libertés d'une minorité, les Ogiek, en les chassant de leurs terres ancestrales.

La Cour «ordonne» à l'État kényan «de prendre toutes les mesures appropriées dans un délai raisonnable pour remédier à toutes les violations jugées établies et d'en informer la Cour dans un délai de six mois à compter de la date du jugement», selon un communiqué.

Les Ogiek, qui constituent l'un des derniers peuples de chasseurs-cueilleurs d'Afrique de l'Est, reprochent au gouvernement plusieurs décennies de marginalisation, notamment l'expropriation

de leurs terres ancestrales, dans le complexe forestier de la Mau, le principal du pays, et sur les contreforts du Mont Elgon.

Dans leur décision, les neuf juges demandent par ailleurs aux représentants des Ogiek de déposer dans un délai de deux mois leurs demandes de réparations.

L'ONG Minority Rights Group International (MRG), basée à Londres, a salué le jugement après une bataille juridique qui a duré huit ans.

«De façon décisive, la Cour a reconnu que les Ogiek, et par conséquent beaucoup d'autres peuples indigènes en Afrique, ont un rôle important à jouer comme gardiens des écosystèmes locaux», a indiqué Lucy Claridge, directrice juridique de l'ONG, une des parties plaignantes, dans un communiqué.

Installée à Arusha, dans le nord de la Tanzanie, la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples a été créée par les pays africains afin d'assurer la protection des droits de l'Homme et des peuples, des libertés et des devoirs en Afrique.

La Cour est compétente pour toutes les affaires concernant l'interprétation et l'application de la charte africaine des droits de l'Homme et des peuples. Mise en place en 2006, elle n'a pas de compétence criminelle, mais peut ordonner à un État de verser des dommages et intérêts.

Ses décisions ne sont pas susceptibles d'appel.

Jusqu'à présent, seuls 29 États, dont le Kenya, ont ratifié le protocole établissant la Cour.

Kenya: le président sortant Uhuru Kenyatta entre en campagne

<http://www.rfi.fr/afrique/20170530-kenya-le-president-sortant-uhuru-kenyatta-entre-campagne>

Par RFI Publié le 30-05-2017 Modifié le 30-05-2017 à 06:47

C'est le début de la course à la présidentielle au Kenya. Après Raila Odinga dimanche, c'était au tour d'Uhuru Kenyatta de recevoir son certificat de nomination de la part de la Commission électorale, lundi 29 mai, le déclarant officiellement candidat à sa réélection. Le convoi du président a traversé les quartiers populaires de Nairobi, avant d'arriver au centre de conférence de la capitale, où il a tenu un meeting.

Uhuru Kenyatta est monté sur scène devant plusieurs milliers de supporters vêtus de rouge, immédiatement après avoir reçu son certificat.

« Nous pensons à toute la population. Nous voulons que nos jeunes et nos anciens soient inclus, pour que nous puissions assurer une réelle égalité et du progrès sur tout le territoire de notre République », a lancé à la tribune le président sortant.

En axant son discours sur l'unité, Uhuru Kenyatta répond à l'opposition, qui l'accuse de favoriser son groupe ethnique, les Kikuyus, et celui de son vice-président William Ruto, les Kalenjins. Il a également demandé aux Kényans de le réélire pour lui permettre de mener à terme sa politique de développement.

Une politique qui, selon Joseph, un militant, fait la différence face à l'opposition. « Ils sont là depuis cinq ans, et ils ont fait tant de choses ! Ceux de l'opposition, ils étaient là dans mon enfance. Ils ont été ministres, vice-présidents, et ils n'ont rien fait pour nous. »

Un peu plus loin, Westa renchérit : « Je n'ai jamais vu un président comme lui, il a tant développé le pays... Regardez les routes, regardez l'éducation, regardez le Standard Gauge Railway ! »

Le Standard Gauge Railway, c'est la toute nouvelle ligne de chemin de fer qui relie Mombasa à Nairobi. Le plus grand projet d'infrastructures entrepris par le Kenya depuis l'indépendance. Uhuru Kenyatta, qui en a fait un thème phare de sa campagne, l'inaugure mercredi 31 mai.

Kenya. Une nouvelle ligne ferroviaire entièrement chinoise

Publié le 30/05/2017 - 15:02

<http://www.courrierinternational.com/article/kenya-une-nouvelle-ligne-ferroviaire-entierement-chinoise>

Avec l'ouverture de la liaison Nairobi-Mombasa, le Kenya lance un train "made in China", sans doute la première pièce d'un réseau régional.

Nos services

La première ligne ferroviaire "made in China" du Kenya est sur le point d'être mise en service, annonce CCTV news, le site de la télévision centrale chinoise. "Depuis le lancement de la stratégie de la 'route de la Soie', suivant le principe de 'coopération commerciale, de construction et d'usage', un grand nombre de projets ont avancé", se félicite le site officiel. La ligne Nairobi-Mombasa sera inaugurée le 31 mai par le président kényan Uhuru Kenyatta, en présence d'un représentant du gouvernement chinois. À lire aussi Le monde en 2017. Au Kenya, des élections sous le signe du rassemblement

La ligne à une voie, financée par des prêts chinois, est “la première construite au Kenya depuis son indépendance, et le premier tronçon d’un nouveau réseau en Afrique de l’Est. Une ligne moderne construite avec des standards chinois, une technologie chinoise et des équipements chinois”, poursuit le site.

La construction de cette ligne reliant la capitale kényane au plus grand port d’Afrique de l’Est a été couverte par un emprunt de 3,8 milliards de dollars (2,8 milliards d’euros), financé à 90 % par la Banque d’import-export de Chine. Le trajet de 472 kilomètres sera accompli en cinq heures par les trains passagers, avec une vitesse maximum de 120 kilomètres par heure et quelques arrêts, permettant le croisement des rames. Soit deux fois moins de temps que l’autobus, pour un prix inférieur de moitié, selon le quotidien kényan Daily Nation. La nouvelle ligne permettra une augmentation considérable du transport de fret. La China Communications Construction Company (CCCC) gèrera le service pendant dix ans, avant de céder la main à un opérateur local.

Une extension de ce premier tronçon est déjà prévue. La liaison Nairobi-Naivasha devrait coûter 1,5 milliard de dollars, et sera financée par un prêt de la Banque d’import-export de Chine, un prêt qui “resserrera encore l’emprise de la Chine sur l’économie kényane”, critique le site kényan Standard. Le prêt a été accordé lors de la visite du président kényan à Pékin, lors du sommet des Nouvelles routes de la soie, le 15 mai dernier.

Au Kenya, la sécheresse provoque une crise du maïs

http://www.lemonde.fr/planete/article/2017/05/29/au-kenya-la-secheresse-provoque-une-crise-du-mais_5135370_3244.html

L'opposition appelle à une «révolution de la farine» contre le pouvoir, accusé d'entretenir la flambée des prix.

Shem Andole l'affirme sans détour : « Au Kenya, le maïs c'est la vie. Le riz, c'est bon pour les poules ! » Lui-même originaire de Bungoma, comté agricole de l'ouest du pays, il est fier d'avoir grandi dans une région où « on cultive le maïs, on mange le maïs, on vit et on dort avec le maïs ! ».

C'est donc presque logiquement que Shem Andole est devenu vendeur ambulancier de maïs grillé, debout sous son petit parasol bleu le long des routes embouteillées de Nairobi. « Mais en ce moment, les temps sont durs, regrette-t-il. Les épis que j'achète au marché sont trois fois plus chers que d'habitude. Et bien souvent, il n'y en a plus du tout et je reste des jours sans travailler... »

Victime de la sécheresse, qui a dévasté une bonne partie des récoltes du pays, le Kenya fait face à une pénurie de maïs sans précédent. Selon les chiffres compilés par le Conseil céréalier est-africain (EAGC), le prix de vente au détail de la céréale aurait explosé depuis le début de l'année, augmentant de plus de 50 % en seulement cinq mois.

« Un bien de luxe »

Alors que près de 3 millions de Kényans ont toujours besoin d'une aide alimentaire et que l'inflation atteint des records (21 % pour les denrées alimentaires au mois d'avril comparé au même mois l'année précédente), la flambée des prix du maïs laisse la majorité des Kényans désemparés. Car la précieuse céréale est à la base de l'alimentation du pays, qui en consomme chaque mois 288 000 tonnes. Une grande partie est transformée en farine par les meuniers puis cuite et roulée en boule pour constituer l'ugali, une pâte blanche servie à chaque repas, accompagnée de viande et de légumes.

« Mais aujourd’hui, c’est devenu un bien de luxe ! », s’effare Shem Andole. Le prix d’un paquet de 2 kg de cette farine (appelée « unga ») est passé en quelques mois de 80 centimes d’euros à près d’1,30 euro (150 shillings). « Pour la première fois...

En savoir plus sur

http://www.lemonde.fr/planete/article/2017/05/29/au-kenya-la-secheresse-provoque-une-crise-du-mais_5135370_3244.html#wkjXyIMpKu72T4cZ.99

SOUTH SUDAN :

Soudan du Sud, la faillite du plus jeune Etat de la planète

<https://www.rts.ch/info/monde/8652913-soudan-du-sud-la-faillite-du-plus-jeune-etat-de-la-planete.html>

La situation du Soudan du Sud, où "les différents groupes armés sont difficiles à identifier", complique le travail humanitaire, souligne la directrice des opérations de Médecins sans frontières à Genève, Christine Jamet.

Cela fait maintenant quatre ans que le Soudan du Sud est en proie à une guerre civile particulièrement meurtrière, plongé dans "une situation de groupes, de gangs pour le contrôle des ressources, du territoire, sans qu'il n'y ait vraiment de leadership", explique Christine Jamet, invitée de Géopolitis.

"Les structures de santé y sont quasiment inopérantes" rendant essentielle l'action de Médecins sans frontières (MSF). "Il faut souvent négocier avec les commandeurs locaux pour pouvoir accéder aux zones de conflit".

"Une toute petite réponse aux besoins"

Dans ce contexte de conflit généralisé l'organisation MSF n'apporte qu'"une toute petite réponse par rapport à l'état des besoins plus du tout couverts par l'Etat aujourd'hui", précise Christine Jamet.

Dans ce pays parfois oublié, le plus jeune de la planète, indépendant depuis juillet 2011, l'ONU dénonce un risque de génocide.

Un conflit parti pour durer

Le tableau est sombre. L'économie ne tourne pas, la monnaie ne vaut rien. Le pétrole, pourtant principale ressource du pays, ne rapporte quasiment rien. Après quarante ans de guerre civile avec le Nord, ce sont d'anciens rebelles qui ont été propulsés dirigeants du Soudan du Sud. Depuis l'indépendance, difficile de faire la transition de chef d'armée à chef d'Etat.

Christine Jamet le rappelle bien, les populations du Soudan du Sud "n'ont aucun historique démocratique". Elle met ainsi en garde contre l'importation de solutions inadaptées à la culture locale. La paix au Soudan du Sud passera, selon elle, par des institutions adaptées et le développement de l'éducation.
Des campagnes difficiles à protéger

Christine Jamet se montre en revanche peu optimiste sur le déploiement de 4000 Casques bleus supplémentaires dans le pays. Ces hommes "pourront protéger les centres urbains mais n'auront aucune capacité de contrôler tout ce qui se passe dans les campagnes". Or, dans un territoire grand comme la France, la tâche de ces militaires s'annonce herculéenne.

L'ONU, via la Minuss (Mission des Nations unies au Soudan du Sud), présente sur le terrain avec plus de 13'000 Casques bleus, porte une part de responsabilité dans cette faillite humanitaire. Un rapport portant sur les flambées de violences à Juba en juillet dernier estime qu'elle s'est révélée "chaotique et inefficace" face aux exactions envers les civils, commises parfois même à quelques mètres des campements onusiens.

Difficile alors de deviner comment le pays pourrait sortir de la crise. Christine Jamet en est convaincue, "MSF est certainement là pour encore probablement des décennies".

Nicolas Salin

Publié samedi à 07:50

Un observateur pour la paix au Soudan du Sud appelle à un cessez-le-feu permanent

2017-05-25 05:30:47 xinhua

L'organe supervisant l'accord de paix de 2015 au Soudan du Sud a appelé mercredi les parties en conflit à interrompre immédiatement les hostilités et à appliquer un cessez-le-feu permanent afin de mettre un terme à plus de trois ans de violences.

Festus Mogae, président de la Commission conjointe de supervision et d'évaluation (JMEC), a déclaré lors d'une réunion de parties prenantes à Juba que malgré la déclaration d'un cessez-le-feu unilatéral par le président Salva Kiir en début de cette semaine, la violence se poursuit dans de nombreuses parties de ce pays d'Afrique de l'Est ravagé par la guerre.

M. Mogae a salué l'annonce de cessez-le-feu du gouvernement Kiir, et appelé les forces gouvernementales sud-soudanaises à respecter ce cessez-le-feu.

Il a appelé les autres groupes armés à suivre cet exemple et à chercher des moyens pacifiques de régler leurs griefs afin de stabiliser le Soudan du Sud.

"La JMEC condamne la poursuite absurde des violences et les pertes en vies humaines qu'elle entraîne au Soudan du Sud, et je reste profondément préoccupé par la dégradation continue de la situation humanitaire dans ce pays", a déclaré M. Mogae.

"Mon message pour eux tous est que ceux qui continuent encore de se battre devraient cesser immédiatement pour le bien de ce pays, et que toutes les parties sérieuses devraient suivre un processus politique pour revenir au processus de paix", a-t-il dit.

M. Mogae, ex-président du Botswana, a également déclaré que les chiffres des populations déplacées et réfugiées continuaient de démontrer l'ampleur et l'impact du conflit en cours, dans lequel des civils sont chassés de leur village par ce conflit, de manière routinière et contrainte, déracinant leur vie et détruisant leurs moyens de subsistance.

Après sa rencontre avec le président de la Commission de l'Union africaine et avec les dirigeants d'Éthiopie, du Soudan, de l'Ouganda et du Kenya en début de ce mois, M. Mogae a appelé le bloc régional, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) à s'exprimer d'une seule voix dans l'intérêt de la paix au Soudan du Sud.

"J'ai demandé que nous parlions tous d'une seule voix dans notre engagement envers les dirigeants du Soudan du Sud, et souligné la nécessité que les dirigeants de la région alignent leurs messages et leurs actions pour éviter une nouvelle dégradation de la situation au Soudan du Sud", a-t-il dit.

Le président de la JMEC a également salué l'ouverture du dialogue national visant à donner une chance à la paix et au dialogue pour créer un environnement propice pour une pleine mise en œuvre des accords de 2015.

"Le lancement officiel du Dialogue national cette semaine arrive à point nommé et c'est un développement bienvenu. Je suis

encouragé par la déclaration affirmant que ce dialogue national sera ouvert, transparent et mené avec intégrité", a dit M. Mogae.

Le président sud-soudanais Salva Kiir a déclaré lundi un cessez-le-feu unilatéral dans tout le pays, après avoir lancé un dialogue national qui vise à unifier et stabiliser ce pays d'Afrique de l'Est.

Toutefois, le principal mouvement rebelle, le MPLS-IO, a accusé le gouvernement d'avoir lancé de nouvelles attaques contre leurs positions dans les régions d'Équatoria central et oriental ces deux derniers jours, en violation dudit cessez-le-feu.

Le Soudan du Sud est embourbé dans un conflit qui dure depuis plus de trois ans et a prélevé un tribut dévastateur sur la population du pays.

Un accord de paix signé en août 2015 entre les dirigeants rivaux, sous la pression de l'ONU, a conduit à la création d'un gouvernement d'union nationale de transition en avril 2016, mais il a été sabordé par une reprise des combats en juillet 2016.

Photoreportage: regard inédit sur la famine au Soudan du Sud

27 mai 2017 // 17 Photos

[http://www.ledevoir.com/international/actualites-](http://www.ledevoir.com/international/actualites-internationales/499768/grand-format-famine-au-soudan-du-sud)

[internationales/499768/grand-format-famine-au-soudan-du-sud](http://www.ledevoir.com/international/actualites-internationales/499768/grand-format-famine-au-soudan-du-sud)

Le photographe Renaud Philippe a bénéficié d'un rare accès au Soudan du Sud, facilité par la Coalition humanitaire canadienne. Ses déplacements sur place ont toutefois été très ardues, des embuscades constantes rendant les routes très dangereuses.

- Par Renaud Philippe -

Tap, Jiaca et Deng ont fui les violences dans leur village à Mayiandit, au Soudan du Sud. Venus grossir les rangs des

déplacés à Nyal, au nord du pays, ils vivent sous une bâche depuis mars dernier dans un lieu que la communauté les laisse occuper.

1. | Tap, Jiaca et Deng ont fui les violences dans leur village à Mayiandit, au Soudan du Sud. Venus grossir les rangs des déplacés à Nyal, au nord du pays, ils vivent sous une bâche depuis mars dernier dans un lieu que la communauté les laisse occuper.

Photo: Renaud Philippe

Maria Nyawaiy a quitté Leer, lieu d'intenses combats où son mari a perdu la vie il y a trois mois. Avec ses cinq enfants, elle a marché et fait du canot dans les marécages durant cinq jours avant de trouver une île pour se réfugier, à proximité de Nyal. Son bandage au cou cache la blessure laissée par une balle, qui n'a pas guéri depuis 2013.

2. | Maria Nyawaiy a quitté Leer, lieu d'intenses combats où son mari a perdu la vie il y a trois mois. Avec ses cinq enfants, elle a marché et fait du canot dans les marécages durant cinq jours avant de trouver une île pour se réfugier, à proximité de Nyal. Son bandage au cou cache la blessure laissée par une balle, qui n'a pas guéri depuis 2013. Photo: Renaud Philippe

«Quand on est parti, on a mis tous nos biens dans une grande bâche de plastique, on y a mis aussi les enfants et on a tiré cette bâche dans les marécages pendant plusieurs jours.» Tout juste arrivée dans les marais autour de Nyal, cette femme n'a pas encore été enregistrée par le Programme alimentaire mondial (PAM). Sa famille se nourrit de nénuphars, de plus en plus rares.

3. | «Quand on est parti, on a mis tous nos biens dans une grande bâche de plastique, on y a mis aussi les enfants et on a tiré cette bâche dans les marécages pendant plusieurs jours.» Tout juste arrivée dans les marais autour de Nyal, cette femme n'a pas encore été enregistrée par le Programme alimentaire mondial (PAM). Sa famille se nourrit de nénuphars, de plus en plus rares. Photo: Renaud Philippe

Soldats de l'opposition à Nyal. Depuis que la guerre a éclaté, en décembre 2013, toutes les factions ont commis des horreurs à l'endroit des populations civiles, pratiquant une véritable politique de la terre brûlée.

4. | Soldats de l'opposition à Nyal. Depuis que la guerre a éclaté, en décembre 2013, toutes les factions ont commis des horreurs à l'endroit des populations civiles, pratiquant une véritable politique de la terre brûlée. Photo: Renaud Philippe

Autour de Nyal, on a choisi la sécurité, au prix de la faim. Les marécages entourant les îles à proximité de cette localité isolent les populations des violences, mais compliquent l'acheminement de l'aide humanitaire. Un enfant joue ici sur les restes d'une embarcation des Nations unies.

5. | Autour de Nyal, on a choisi la sécurité, au prix de la faim. Les marécages entourant les îles à proximité de cette localité isolent les populations des violences, mais compliquent l'acheminement de l'aide humanitaire. Un enfant joue ici sur les restes d'une embarcation des Nations unies. Photo: Renaud Philippe

Sous un soleil impitoyable, des femmes déplacées par le conflit remplissent leurs bidons. Toute la journée, l'activité autour du seul point de distribution d'eau près de Mankien (nord du pays) ne connaît pas de répit.

6. | Sous un soleil impitoyable, des femmes déplacées par le conflit remplissent leurs bidons. Toute la journée, l'activité autour du seul point de distribution d'eau près de Mankien (nord du pays) ne connaît pas de répit. Photo: Renaud Philippe

Nyechoul War a marché durant cinq heures sur des routes incertaines dans l'espoir d'accéder à une distribution alimentaire à Mankien, État d'Unité au Soudan du Sud. Elle raconte qu'un an plus tôt, son mari a été tué dans une embuscade.

7. | Nyechoul War a marché durant cinq heures sur des routes incertaines dans l'espoir d'accéder à une distribution alimentaire à Mankien, État d'Unité au Soudan du Sud. Elle raconte qu'un an

plus tôt, son mari a été tué dans une embuscade. Photo: Renaud Philippe

Une femme déplacée par le conflit est assise sur des rations du Programme alimentaire mondial (PAM). Ses sacs de sorgho, qu'elle partagera avec six familles, ne dureront pas plus de 10 jours. Malgré la distribution de nourriture par l'organisme CARE à 22 000 personnes en trois jours, les besoins restent criants.

8. | Une femme déplacée par le conflit est assise sur des rations du Programme alimentaire mondial (PAM). Ses sacs de sorgho, qu'elle partagera avec six familles, ne dureront pas plus de 10 jours. Malgré la distribution de nourriture par l'organisme CARE à 22 000 personnes en trois jours, les besoins restent criants.

Photo: Renaud Philippe

Partout sur les routes du pays, les traces des combats rappellent que le conflit est toujours bien actif. Les populations civiles sont prises en otage, soit par la violence, soit par la faim. Au moins la moitié du budget du pays, riche en pétrole, est consacrée à l'achat d'armes selon un rapport de l'ONU.

9. | Partout sur les routes du pays, les traces des combats rappellent que le conflit est toujours bien actif. Les populations civiles sont prises en otage, soit par la violence, soit par la faim. Au moins la moitié du budget du pays, riche en pétrole, est consacrée à l'achat d'armes selon un rapport de l'ONU. Photo:

Renaud Philippe

Nyalorry Thilnga a marché de longues heures pour atteindre une clinique à Mankien. La malnutrition dont souffre son fils Nyakume laissera des séquelles permanentes. Les enfants représentent 62 % des personnes déracinées, selon les chiffres les plus récents des Nations unies.

10. | Nyalorry Thilnga a marché de longues heures pour atteindre une clinique à Mankien. La malnutrition dont souffre son fils Nyakume laissera des séquelles permanentes. Les enfants

représentent 62 % des personnes déracinées, selon les chiffres les plus récents des Nations unies. Photo: Renaud Philippe

Des hommes lavent certains de leurs effets personnels au camp de protection des civils de Bentiu. Des conditions de sécheresse frappent le pays, mais c'est d'abord le déplacement des populations qui empêche de cultiver la terre.

11. | Des hommes lavent certains de leurs effets personnels au camp de protection des civils de Bentiu. Des conditions de sécheresse frappent le pays, mais c'est d'abord le déplacement des populations qui empêche de cultiver la terre. Photo: Renaud Philippe

Vivre et grandir parmi les déplacés ; au-delà des barbelés, l'insécurité. Le camp de Bentiu est gardé par des Casques bleus de la mission UNMISS, mais les femmes doivent en sortir pour trouver du combustible.

12. | Vivre et grandir parmi les déplacés ; au-delà des barbelés, l'insécurité. Le camp de Bentiu est gardé par des Casques bleus de la mission UNMISS, mais les femmes doivent en sortir pour trouver du combustible. Photo: Renaud Philippe

Cette femme est arrivée il y a une semaine dans un hôpital de Médecins sans frontières (MSF). Son enfant souffre de malnutrition et de diarrhée. Selon MSF, 70% des patients admis à l'hôpital sont des enfants.

13. | Cette femme est arrivée il y a une semaine dans un hôpital de Médecins sans frontières (MSF). Son enfant souffre de malnutrition et de diarrhée. Selon MSF, 70% des patients admis à l'hôpital sont des enfants. Photo: Renaud Philippe

La vie dans les brouillards de la guerre à Bentiu. Des enfants font brûler des pneus de camion pour en récupérer les fils de fer.

14. | La vie dans les brouillards de la guerre à Bentiu. Des enfants font brûler des pneus de camion pour en récupérer les fils de fer. Photo: Renaud Philippe

Des femmes attendent pour obtenir des coupons leur donnant accès à la distribution alimentaire. Elles sont majoritaires dans ce camp, veuves ou sans nouvelles de leurs maris au combat.

15. | Des femmes attendent pour obtenir des coupons leur donnant accès à la distribution alimentaire. Elles sont majoritaires dans ce camp, veuves ou sans nouvelles de leurs maris au combat. Photo: Renaud Philippe

En attente d'une distribution alimentaire. Seules les personnes enregistrées ont droit à la distribution. Ceux qui reçoivent des rations partageront donc leur part avec leur famille, rendant l'apport alimentaire encore plus mince.

16. | En attente d'une distribution alimentaire. Seules les personnes enregistrées ont droit à la distribution. Ceux qui reçoivent des rations partageront donc leur part avec leur famille, rendant l'apport alimentaire encore plus mince. Photo: Renaud Philippe

Les abris du camp de Bentiou devaient être temporaires, mais certaines familles s'y entassent depuis plus de trois ans.

17. | Les abris du camp de Bentiou devaient être temporaires, mais certaines familles s'y entassent depuis plus de trois ans. Photo: Renaud Philippe

SOUDAN :

Soudan: Des affrontements non loin de la frontière tchadienne

Alwihda Info | Par Djamil Ahmat - 30 Mai 2017 modifié le 30 Mai 2017 - 04:33

Le Président soudanais a dans une déclaration à la télévision arabe Aljazeera accusé nommément l'Égypte d'avoir apporté un soutien militaire aux rebelles.

Des affrontements ayant repris dimanche dans la matinée entre les forces gouvernementales soudanaises et les rebelles se sont poursuivis lundi. Alors que l'armée soudanaises et ses milices disent poursuivre une action de ratissage à Ein Sirou, au Nord-ouest de Koutoum dans la chaîne montagneuse (Darfour), les rebelles toute en reconnaissant les affrontements disent avoir détruit 25 véhicules et défait l'armée.

La semaine dernière, le chef d'état major des rebelles soudanais le général Nimir Abderrahmane Ahmat Arbab a été capturé avec une centaine de ses combattants au cours des affrontements de Waddi Hawar. Des rebelles faits prisonniers ont avoué dans des interrogatoires qu'ils ont bénéficié d'un soutien militaire de l'Égypte. Des instructeurs égyptiens ont assuré des formations militaires selon les rebelles capturés.

Le Président soudanais a dans une déclaration à la télévision arabe Aljazeera accusé nommément l'Égypte d'avoir apporté un soutien militaire aux rebelles. Il dit regretter que les armes saisies sont de fabrication égyptienne. Une accusation corroborée par le commandant des milices armés.

Quelques heures après la déclaration de Omar Elbechir, l'ambassadeur d'Égypte a été convoqué par le ministère soudanais

des affaires étrangères. Le Président Alsissi a apporté un démenti formel jugeant sans fondement les accusations du Soudan "l'Égypte ne comploté jamais contre un pays", a indiqué Alsissi. Mais c'était sans compter sur la position des soudanais qui disent avoir d'éléments concrets de l'implication de l'Égypte, pour ne pas croire au démenti du Président Alsissi. L'aviation égyptienne a multiplié ses survols au dessus de Halayib et un haut responsable égyptien le Docteur Moustapha Alfaki a même déclaré que l'Égypte est capable d'occuper le Soudan en 48 heures. En savoir plus sur http://www.alwihdainfo.com/Le-chef-rebelle-soudanais-capture-detient-un-passeport-tchadien_a54729.html#SokOAEbs81GbUkCr.99

Darfour : le Soudan accuse l'Égypte

<http://www.bbc.com/afrique/region-40024734>

24 mai 2017

Le chef de l'Etat soudanais affirme que l'armée soudanaise a saisi des véhicules blindés égyptiens des mains des rebelles lors de violents combats le week-end dernier.

L'armée soudanaise indique aussi avoir intercepté deux convois de rebelles en provenance de la Libye et du Soudan du Sud.

Mini Minnawi, un rebelle du Darfour, a déclaré à la BBC que les accusations du gouvernement soudanais sont sans fondement.

"Ces allégations sont des mensonges du gouvernement soudanais" a-t-il souligné.

La sortie du président soudanais est liée à la tension continue entre les deux pays.

Khartoum avait accusé récemment l'ambassadeur égyptien à l'ONU d'appuyer les appels pour étendre les sanctions internationales contre le Soudan ce que le Caire a nié.

Omar el-Bashir a récemment été fortement critiqué dans les médias égyptiens lors de sa récente visite en Ethiopie, pays qui construit un barrage sur le Nil.

Le Caire craint que ce projet n'affecte le partage des eaux du fleuve.

ETHIOPIE :

En Ethiopie, aux portes de la famine

6 mai 2017 Par Jonathan Fontaine

<https://www.mediapart.fr/studio/portfolios/en-ethiopie-aux-portes-de-la-famine>

La corne africaine connaît sa troisième année de sécheresse consécutive. En mars dernier, les Nations unies ont sonné l'alarme, estimant que « plus de 20 millions de gens souffraient de la faim et de la famine » au Soudan du Sud, au Nigeria, en Somalie et au Yémen. Située dans cette région, l'Éthiopie est aussi touchée. Dans ce pays, depuis le début de l'année, il n'est tombé que 15 % des pluies attendues, ce qui a plongé la région Borana (au sud) et la région Somali (au sud-est) dans une grave crise économique et alimentaire qui peut mener à la famine : les familles voient leurs économies disparaître et ne peuvent plus acheter les aliments de base.

L'ONU appelle l'Éthiopie à relâcher des prisonniers

<http://fr.africanews.com/2017/05/06/l-onu-appelle-l-ethiopie-a-relacher-des-prisonniers/>

avec REUTERS, AFP 06/05 - 13:00 Ethiopie

Le commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies, Zeid Ra'ad Al Hussein, affirme qu'il va pousser l'Éthiopie à permettre à son agence d'enquêter sur les cas de violations des droits de l'homme lors des manifestations anti-gouvernementales dans le pays l'an dernier.

Une sortie qui fait suite à une annonce antérieure du gouvernement éthiopien qui rejette toute idée d'une enquête internationale indépendante sur les manifestations dans les régions Oromo et Amhara.

Une enquête menée par la Commission éthiopienne des droits de l'homme a indiqué que quelque 699 personnes ont été tuées dans les violences.

Le chef des droits de l'homme de l'ONU qui se trouve actuellement en Ethiopie s'est vu refuser l'accès aux régions où les manifestations anti-gouvernementales ont eu lieu. S'adressant aux médias dans la capitale éthiopienne, Zeid Al Hussein a souligné la nécessité pour l'ONU d'être autorisée à accéder à ces informations.

“Le nombre extrêmement important d'arrestations – plus de 26 000 – suggère qu'il est peu probable que des garanties de la règle de droit aient été appliquées à chaque cas”. Je crois que mon personnel devrait avoir accès aux zones touchées et je renouvelle ma demande afin que nous puissions évaluer la situation et

déterminer quel soutien supplémentaire peut être accordé aux autorités, y compris les responsables de la justice “. À déclaré Zeid Ra’ad Al Hussein

Je suis également préoccupé par le fait qu'une définition excessivement large du terrorisme peut être mal utilisée contre les journalistes, les blogueurs et les membres des partis d'opposition.

Le commissaire aux droits de l'homme a également appelé à un espace civique beaucoup plus large et plus libre en Éthiopie, et a demandé au gouvernement de libérer des prisonniers qui ont été arrêtés par crainte de critiques du gouvernement.

“Je demande au gouvernement d'envisager, si possible, la remise en liberté d'un certain nombre d'individus dont l'arrestation ou l'inculpation semble avoir été motivée plus par la peur des critiques que par des preuves de leur volonté de déclencher un renversement violent du régime”. A-t-il ajouté.

Les autorités éthiopiennes soutiennent que la répression était nécessaire pour faire taire ces manifestations ; certaines influences Érythréenne et Égyptienne étant responsables en grande partie de cette violence.

Le mouvement de contestation antigouvernementale avait débuté en région Oromo (centre et ouest) en novembre 2015, avant de s'étendre à la région Amhara (nord) à partir de l'été 2016.

Ethiopie : le MAE recommande la plus grande vigilance

Rédigé par La Rédaction le Mercredi 3 Mai 2017

http://www.tourmag.com/Ethiopie-le-MAE-recommande-la-plus-grande-vigilance_a87059.html

Le Ministère des affaires étrangères a mis à jours ses conseils aux voyageurs pour l'Ethiopie.

Le Quai d'Orsay informe que quatre attaques à la grenade ont eu lieu à Gondar (Nord du pays) depuis le début du mois d'avril 2017 dont deux ont visé des hôtels fréquentés par des touristes.

Le MAE recommande "de faire preuve de la plus grande vigilance" lors des déplacements et invite les voyageurs qui se rendent dans cette région à se signaler auprès de l'ambassade de France.

Le site ajoute que dans le contexte plus large de prolongation de l'état d'urgence pour une durée de 4 mois, "il convient de préparer" ses déplacements "avec prudence", de se tenir "informé des éventuelles mesures spécifiques prises par les autorités et de contacter l'ambassade."

EGYPTE :

L'Égypte et la Libye créent un «état-major commun» pour combattre le terrorisme

<https://fr.sputniknews.com/international/201705301031601669-egypte-libye-etat-major/>

International 13:42 30.05.2017(mis à jour 13:47 30.05.2017)
Faisant face à une vague d'attentats djihadistes, l'Égypte et la Libye ont décidé d'unir leurs efforts dans la lutte contre le terrorisme.

L'armée nationale libyenne (ANL) et le ministère égyptien de la Défense ont créé un état-major visant à coordonner les frappes aériennes contre les cibles du groupe terroriste Al-Qaïda en Libye, annonce Sky News Arabia.

Aviation égyptienne

© AP Photo/ Ahmed Abd El Latif

Attaque contre les Coptes: l'Égypte poursuit ses raids en Libye
Les frappes aériennes contre les terroristes seront réalisées sous le contrôle direct du commandant de l'armée nationale libyenne Khalifa Haftar.

Des avions égyptiens, en coordination avec l'ANL, ont bombardé lundi Derna, ville côtière de l'est libyen, poursuivant leurs raids de représailles après l'attaque meurtrière contre des pèlerins coptes qui aurait été fomentée en Libye, a annoncé le porte-parole des forces du chef de guerre libyen Khalifa Haftar.

L'armée égyptienne n'a pas souhaité faire de commentaire mais l'officier libyen, Abdoulsalam al Hassi, a indiqué que la cible des

derniers bombardements était deux groupes libyens liés à Al-Qaïda.

Suivez Sputnik sur Telegram pour ne jamais manquer les actualités les plus importantes grâce à nos sélections du matin et du soir. Pour recevoir les actualités de notre chaîne, il suffit de télécharger l'application Telegram sur n'importe quel smartphone, tablette ou ordinateur puis cliquer sur le lien et appuyer sur « Join »

Egypte: loi controversée sur les ONG

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2017/05/29/97001-20170529FILWWW00278-egypte-loi-controversee-sur-les-ong.php>

Par Le Figaro.fr avec AFP Mis à jour le 29/05/2017 à 19:32 Publié le 29/05/2017 à 19:20

Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a promulgué une nouvelle loi régulant les activités des ONG, a indiqué aujourd'hui le Journal officiel, un texte controversé qui relance les inquiétudes concernant la répression de la société civile.

Depuis que l'armée a destitué le président islamiste Mohamed Morsi en juillet 2013, les autorités répriment toute forme d'opposition, et ont aussi pris directement pour cible des organisations de défense des droits de l'Homme.

La loi, approuvée en novembre par le Parlement, a été promulguée le 24 mai par le président Abdel Fattah al-Sissi et publiée au Journal officiel, mais envoyée à la presse aujourd'hui. Le texte prévoit des peines allant jusqu'à cinq ans de prison et des amendes

pouvant atteindre un million de livres égyptiennes (59.000 euros) pour tout contrevenant aux dispositions de la loi.

» Lire aussi - L'Egypte adopte une loi restreignant les ONG

Aucune organisation ne peut mener une étude ou un sondage sans une autorisation de l'Etat. Une autorisation est également requise pour la publication. Les ONG étrangères devront en outre payer jusqu'à 300.000 livres (18.000 euros) pour s'installer en Egypte et devront renouveler leur permis au bout d'une durée impartie, selon le célèbre avocat Gamal Eid.

Le texte prévoit par ailleurs une "Autorité nationale" regroupant notamment des représentants des services de sécurité, des renseignements et de l'armée pour gérer toute question relative aux financements venus de l'étranger ou aux activités des organisations étrangères installées en Egypte.

Par le passé, l'ONU et Human Rights Watch avaient vivement critiqué le projet de loi.

Le Figaro.fr avec AFP

En Egypte, des chrétiens massacrés dans leur bus

Par Célian Macé — 26 mai 2017 à 18:26

http://www.liberation.fr/planete/2017/05/26/en-egypte-des-chretiens-massacres-dans-leur-bus_1572567

En plein désert, le long d'une route menant à un monastère copte, au moins 28 Egyptiens ont été assassinés par des hommes masqués vendredi matin. Le lendemain de l'Ascension et la veille du Ramadan. Parmi les victimes, «de nombreux enfants», selon le

ministère égyptien de la Santé. Les tueurs ont ouvert le feu sur le bus des victimes, avant d'exécuter les passagers à bout portant. Ils ont ensuite pris la fuite à bord de trois pick-up, selon les autorités, laissant les corps sans vie éparpillés sur le sable.

Le massacre s'est déroulé dans la province de Minya, à 200 kilomètres au sud du Caire, à proximité de l'oasis de Fayoum, lieu de détente prisé de la bourgeoisie cairote. Le véhicule pris pour cible se dirigeait vers le monastère de Saint-Samuel, nommé d'après le moine du VIIe siècle qui l'aurait fondé. On attribue à l'ascète un texte célèbre pour les historiens, l'Apocalypse de Samuel du Qalamoun, dans lequel l'auteur se lamente du remplacement de la langue et de la culture copte par l'arabe, et de l'islamisation de la région.

Obsessions anticoptes

En six mois, l'Egypte a connu six attentats visant la communauté copte, qui représente environ 10% de la population du plus grand des pays arabes. Le 9 avril, jour du dimanche des Rameaux, 45 personnes avaient été tuées dans l'explosion de deux bombes, à la sortie de la cathédrale Saint-Marc d'Alexandrie, et dans une église de la ville de Tanta, dans le delta du Nil. L'Etat islamique avait revendiqué le carnage, et l'état d'urgence avait été déclaré par le président Abdel Fattah al-Sissi.

A lire aussi «Al-Sissi avait pourtant promis la sécurité aux Coptes»

L'obsession des jihadistes pour la destruction des coptes n'est pas nouvelle. «Depuis la fin des années 70, les jihadistes égyptiens essayent de construire l'image de chrétiens qui seraient favorisés par le pouvoir. Ce qui était et reste faux – les coptes étant plutôt discriminés – mais c'est à ce moment-là que sont survenues les premières attaques antichrétiens, rappelle Stéphane Lacroix,

professeur à Sciences-Po. Depuis 2013, il y a eu en revanche des signes clairs d'un rapprochement entre le régime d'Al-Sissi et les dirigeants coptes. Le clergé surjoue même aujourd'hui cette proximité avec le pouvoir, en espérant bénéficier de sa protection. Mais il donne dans le même temps du grain à moudre à la rhétorique jihadiste.»

«Futures recrues»

Ces attaques répondent aussi à une stratégie théorisée par un idéologue proche d'Al-Qaeda, Abou Bakr al-Naji, dans un traité publié sur Internet en 2004 : la Gestion de la sauvagerie. «Al-Naji prône de fomenter des violences communautaires pour accélérer l'effondrement de l'Etat, explique Stéphane Lacroix. Tout comme en Irak avec les chiïtes, les coptes sont devenus "l'ennemi" des jihadistes en Egypte.»

Pour le chercheur, cependant, la recrudescence des attentats ces derniers mois ne signifie pas forcément une phase d'expansion pour l'Etat islamique. Il parle plutôt de «cycle» : «La répression du pouvoir égyptien peut affaiblir temporairement le mouvement, mais elle est aussi extrêmement brutale : toutes les victimes collatérales de sa lutte antiterroriste constituent un réservoir de futures recrues pour l'organisation jihadiste, qui pourra à nouveau lancer une campagne d'attentats.» C'est notamment le cas dans la province du Sinaï, où ont lieu ces dernières années les plus féroces affrontements entre l'armée égyptienne et l'Etat islamique, et les plus violentes représailles envers la population.

Célian Macé

SOUTH AFRICA :

South Africa's DA Seeks Committee to Probe Capture Allegations

<https://www.bloomberg.com/politics/articles/2017-05-29/south-africa-s-da-seeks-committee-to-probe-capture-allegations>

Jacqueline Mackenzie / 29 mai 2017

South Africa's main opposition, the Democratic Alliance, called for the establishment of a parliamentary committee to investigate fresh allegations of state capture.

The party has asked National Assembly Speaker Baleka Mbete to establish an ad-hoc committee to fully probe the relations of ministers, President Jacob Zuma and the Gupta family, the DA said in an emailed statement. "This request will necessitate a debate in the National Assembly, in which we expect MPs to put South Africa first and to agree to establish this committee," the DA said.

"The powers of such a committee will include the power to summon any person to come and give evidence, and first of these must be the Guptas themselves," the DA said. The party also plans to lay charges of grand corruption, undermining of state sovereignty and various statutory crimes with the police on Tuesday.

Get the latest on global politics in your inbox, every day.
Get our newsletter daily.

The Sunday Times and City Press newspapers reported that they obtained emails showing that Zuma was planning to establish a second home in the United Arab Emirates. The newspapers didn't

say where they got the information or how they verified the documents. The papers also said the emails showed the Guptas had aided Zuma's efforts to acquire residency in the U.A.E., and proved that they exerted undue influence over cabinet ministers and the management and boards of several state-owned companies.

The Guptas' lawyer, Gert van der Merwe, said in a statement that the family denies wrongdoing and that the reports were designed "to influence political perception which is another example of fake news."

Molefe saga highlights massive systems failure in South Africa

Timothy London 30 May 2017 08:19

<https://mg.co.za/article/2017-05-30-molefe-saga-highlights-massive-systems-failure-in-south-africa>

South Africa has previously been credited with taking on innovative corporate governance standards and integrated reporting. So it's particularly depressing to see the spectacle involving the country's largest state-owned enterprise, its power utility Eskom.

The drama has revolved around Eskom's chief executive Brian Molefe, who has returned to the job just months after quitting. The contradictory explanations of his return point to huge flaws in the accountability systems of the country's state-owned enterprises. It's clear that Eskom flouted many basic principles of sound corporate governance.

This poses enormous risks as these systems are imperative for ensuring an ethical public service and society.

When Molefe announced his departure from Eskom, he specifically connected his leaving to “in the interest of good governance”; he was certainly accurate in that. On top of the issue of his claimed connections to the Gupta family, the allegations that spurred his exit spoke to breakdowns in information sharing and decision making that were made to benefit only a few.

The national executive committee of the ruling party, the ANC, has since ordered that Molefe’s return to Eskom should be reversed, a decision seen to be going against the wishes of its president, Jacob Zuma.

There are many flaws that need to be examined in this saga, but let me flag three foundational faults in corporate governance. First, there were serious lapses in Eskom’s senior executive remuneration processes. Second, it looks like the basic rules of consultation on critical decision-making were flouted. And third, creating a false dilemma between handing Molefe a R30 million payout or allowing him to return to his Eskom job points to a simple disregard of the rules.

Process failures

The compensation question: The question of fair and justified compensation for senior executives looms large in the Eskom saga. There’s still no clarity over why Molefe left Eskom in December last year: whether he “retired” or “resigned” remains a contested point. More recently, South Africans were informed that he was on unpaid leave in the months between his departure in December and his return in early May.

Whatever the reason for his departure, Eskom’s board chose to award Molefe R30 million. This raises the first potential failure in

the accountability system: the responsibility of board members to decide fair and justified compensation for senior executives.

This is true regardless of whether they retire or resign or go on unpaid leave. Each is governed by sets of rules to guide a board's decision-making. Leaving aside the obvious contradiction that anyone would be paid R30 million for being on unpaid leave, none of the normal remuneration rules seem to have been followed. But without a basic understanding of the terms of his departure, a proper analysis is almost impossible. This failure of transparency in the process makes justifying the award on the grounds that it was in the interests of Eskom's stakeholders even less likely.

Flouting consultation processes: The second failure in the governance system is a lack of clarity about the role of Public Enterprises Minister Lynne Brown. Her decision to contradict the board and deny the R30 million pay-out triggered an evaluation of what to do about Molefe's connection to Eskom. In her statement, Brown highlighted the fact that she hadn't been consulted and referred to decisions that appeared to have been made without the required approvals.

An effective corporate governance system has clearly delineated processes for both consultation and decision-making.

In this case, it seems that steps in that process were skipped over and key people weren't consulted, leading to an unsupported outcome.

Creating a false dilemma: Brown claimed that there were only two options open to her – to pay Molefe R30 million or reinstate him. But by doing so, she created a false dilemma that stood to benefit

the person who stepped down, rather than the company and its stakeholders. In the process, the board and the minister ignored multiple options that would have likely been better.

For example, if neither the board nor Brown could agree on severance compensation, Molefe could be paid his old salary in the interim, while final negotiations took place (there is a paid leave option in his contract). This type of bridging arrangement would create fairness for him while avoiding disruption to Eskom's operations.

A question of ethics

A fundamental principle of good governance, laid out in King IV (a set of guidelines for strong corporate governance which companies/directors should comply with and explain their choices), which applies here is that: "Governing bod[ies] should govern the ethics of the organisation in a way that supports the establishment of an ethical culture."

Regardless of political ideology, it is difficult to see that Molefe's return to Eskom can be said to be in the best interests of creating an ethical culture.

Strong accountability systems create ethical cultures because everyone knows the rules, and believes the rules are being followed. As a result, people trust that when things don't go their way, there's a clear explanation. Although they may not agree with choices, they are confident that a decision was made after a known process was followed.

Strong accountability systems can certainly privilege some people over others in different circumstances, but they clarify what gets rewarded and what gets punished. This leads to an ethical culture

because there's a common understanding and, crucially, some levels of shared purpose.

Not just about following the rules

Good accountability systems are about more than creating and following rules; compliance is an aspect of these systems, but it is really the bare minimum. They create and support a sense of shared destination, bolstered by agreed processes.

Recently, leaders have too often relied on their legal "right" to do something, ignoring their ethical obligation to the greater good: the good of their company, their portfolio, their electorate, their country.

Although the legal grounds for better governance are worth debating and enforcing, South Africans must never neglect the profound ethical impact of failed accountability systems. Eskom's current situation is about more than fulfilling its legal obligations. It's a warning that South Africa's ethical culture might slip through our hands. Let's hold on tight.

Timothy London, senior lecturer, University of Cape Town

This article was originally published on The Conversation. Read the original article.

The Conversation

ANGOLA :

Angola : Dos Santos en Espagne pour des soins

30 mai 2017

<http://www.afriquinfos.com/2017/05/30/angola-dos-santos-en-espagne-pour-des-soins30052017.php>

Luanda (© Afriquinfos 2017)-Le président José Eduardo Dos Santos est en Espagne pour un traitement médical. L'information vient d'être confirmée pour la première fois par le gouvernement.

Le ministre des Affaires étrangères Georges Chikoti a confirmé la maladie dans un entretien avec la radio RFI sans donner de détails sur la nature de l'affection.

En effet, M. Dos Santos a quitté son pays au début du mois de mai.

Il y a eu beaucoup de spéculation sur sa supposée mort en Espagne que sa fille Isabel Dos Santos a démenti.

« Il est en Espagne mais il va rentrer quand il ira mieux », a déclaré M. Chikoti.

« Le président Dos Santos a des rendez-vous réguliers en Espagne donc c'est normal qu'il s'y rende », a-t-il ajouté.

Agé de 74 ans, José Eduardo Dos Santos est à la tête de l'Angola depuis 38 ans. Il avait annoncé qu'il ne se représenterait pas à la présidentielle d'août prochain.

Innocente Nice

«Aucune menace de l'Angola contre la RDC», affirme un ministre congolais

<https://actualite.cd/2017/05/24/aucune-menace-de-langola-contre-rdc-affirme-ministre-congolais/>

Le gouvernement congolais dénonce une campagne visant à installer la «psychose» suite à un probable déploiement de l'armée angolaise le long de ses frontières avec la RDC. D'après un ministre congolais ayant requis l'anonymat, «il n'y a aucune menace de l'Angola contre la RDC».

Ce responsable du gouvernement parle d'une mesure interne de l'Angola pour prévenir contre d'éventuelles attaques terroristes.

«C'est sûr que l'Angola est en train de prévenir contre l'extension du terrorisme qui sévit chez nous au Congo. L'Angola a le droit de déployer ses troupes dans son pays, pour prévenir contre les attaques terroristes. Nous sommes ici nous mêmes au Congo sous la menace des terroristes, et c'est normal que pour un pays sérieux de prendre des précautions si un pays voisin est attaquée, et c'est sûr que l'Angola est en train de prendre des mesures pour éviter que le terrorisme l'atteigne».

Depuis plusieurs jours, différentes sources signalent un repositionnement des forces angolaises dans ses frontières avec la RDC. Certains observateurs qualifient ces mouvements de menaces contre Kinshasa.

Stanys Bujakera

RDC: des milliers de Congolais fuient le Kasai pour le nord de l'Angola

<http://www.rfi.fr/afrique/20170527-rdc-milliers-congolais-refugient-le-nord-angola>

Par RFI Publié le 27-05-2017 Modifié le 27-05-2017 à 21:15

En Angola, Médecins sans frontières (MSF) fait état de plusieurs personnes qui arrivent tous les jours à Dundo, dans le nord du pays, après plusieurs jours de marche. Elles fuient les violences qui sévissent actuellement au Kasai, en RDC, de l'autre côté de la frontière.

Depuis le mois d'avril, 30 000 Congolais, en provenance du Kasai, ont fui vers l'Angola arrivant principalement à Dundo, la capitale du nord-est de la province de Lunda-Norte, selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

Sur place, MSF affirme que la situation est « compliquée » et que des gens « arrivent tous les jours ». « Côté santé, c'est compliqué aussi. Il y a eu des arrivées massives, il y a quinze jours, quand la situation était assez violente, de l'autre côté de la frontière. A ce moment-là, on a reçu beaucoup de blessés, beaucoup de personnes amputées, des gens qui avaient reçu des coups de machette, entre autres. Mais on a aussi reçu des blessés par balles et des brûlés », rapporte Joao Martins, responsable de MSF à Dundo.

Affaiblis et souffrant de paludisme

Craignant une nouvelle flambée de violence, ils marchent pendant des jours et font plusieurs kilomètres à pied pour rejoindre en Angola. Ils arrivent dans les camps de réfugiés « très affaiblis, souffrant souvent de paludisme », précise Joao Martins. Ils sont « très faibles psychologiquement aussi. Ils nous parlent, en effet, de gens qui ont dû s'échapper, de familles qui ont été dispersées,

d'enfants sans famille », explique-t-il avant de préciser que 200 enfants, environ, sont arrivés sans leurs parents.

Pour les accueillir, les humanitaires ne comptent pas leurs heures. « En ce moment, nous sommes en train de démarrer nos opérations et, en plus, d'assurer les soins de santé. Nous sommes en train de creuser des latrines et d'organiser l'approvisionnement en eau. Nos journées sont longues et on travaille sept jours sur sept », indique encore le responsable de MSF.

La violence et l'instabilité au Kasai ont débuté en août 2016 après la mort d'un chef traditionnel lors de combats avec les forces de sécurité. La situation s'est alors détériorée au cours des mois qui ont suivi et ce conflit, devenu depuis terriblement brutal, a déjà déplacé plus d'un million de civils à l'intérieur de la RDC, selon le HCR.

AFRICA UNION :

Le Président de l'Union Africaine à Khartoum

Alwihda Info | Par Firdos Ahmat - 29 Mai 2017 modifié le 29 Mai 2017 - 00:29

http://www.alwihdainfo.com/Le-President-de-l-Union-Africaine-a-Khartoum_a54739.html

Alors que l'Égypte a apporté un démenti formel, les chefs rebelles capturés ont avoué l'implication de l'Égypte.

Le Pr. Alpha Condé Président de Guinée, Président de l'Union Africaine (U.A) est arrivé cet après midi à Khartoum sur invitation de son homologue le Président Omar Hassan El Béchir.

Les autorités soudanaises ont invité le Président de l'Union Africaine pour lui montrer les preuves de l'implication de l'Égypte dans les derniers affrontements ayant opposé l'armée aux rebelles. Le Soudan a accusé l'Égypte d'avoir apporté un soutien militaire et logistique aux rebelles soudanais et a déclaré avoir saisi six véhicules blindés et des armes et des munitions de fabrication égyptienne. Alors que l'Égypte a apporté un démenti formel, les chefs rebelles capturés ont avoué l'implication de l'Égypte.

L'Union africaine planche sur les réformes du président Kagame

<http://www.rfi.fr/afrique/20170508-union-africaine-planche-reformes-president-kagame>

Par RFI Publié le 08-05-2017 Modifié le 08-05-2017 à 01:08

Réformer l'Union africaine pour la rendre plus efficace, moins bureaucratique et financièrement indépendante des bailleurs internationaux, c'est la lourde tâche qu'a été confiée en juillet 2016 au président rwandais Paul Kagame. Ce dernier a rendu son rapport en janvier dernier à Addis-Abeba lors du dernier sommet de l'institution panafricaine. Le principe de ces réformes a été formellement adopté par ses homologues africains. Désormais, il s'agit de discuter des modalités de la mise en œuvre de ces réformes. Cela a été l'objet d'une réunion qui s'est tenue à Kigali dimanche 7 mai en présence du président rwandais et des représentants des pays de l'Union africaine.

Ne pas répéter les erreurs du passé, tel a été le mot d'ordre de cette rencontre, comme l'a martelé Donald Kaberuka, l'ancien président de la Banque africaine de développement et membre du comité de réforme. « Il y a eu par le passé de nombreuses décisions prise par l'Union africaine qui n'ont pas été mises en œuvre ou ont été partiellement mises en œuvre. Toute réforme est difficile, mais l'absence de réforme ne fait que mener à des difficultés futures », a-t-il affirmé.

La réforme la plus discutée a été celle du financement de l'Union africaine pour la rendre plus indépendante des donateurs étrangers. Si le principe d'une taxe de 0,2% sur certaines importations a d'ores et déjà été adopté, plusieurs pays dont le Nigeria et Maurice se sont inquiétés des accords commerciaux de libres échanges dans lesquels ils se sont engagés.

En réponse, Moussa Faki Mahamat, le président de la commission de l'Union africaine, a rappelé que les Etats africains se sont engagés à mettre en place une zone de libre-échange continentale, zone qui permettrait de légaliser ce prélèvement pour les pays concernés : « Certains Etats ont reçu des correspondances soit par

l'OMC soit par les Etats-Unis, mais je crois que ceci ne doit pas nous empêcher, nous en tant que continent, pour l'intérêt et pour justement arriver à cette intégration pour libéraliser le commerce intra-africain et le commerce entre l'Afrique et le reste du monde, ça ce sont des mesures qui peuvent nous permettre d'atteindre cet objectif ».

Reste à savoir quand une telle zone de libre-échange sera effectivement mise en place. Les pays de l'Union africaine se pencheront une nouvelle fois sur ces réformes lors du prochain sommet de l'organisation panafricaine en juillet à Addis-Abeba.

Libye - 141 personnes tuées dans une attaque : l'Union africaine s'inquiète d'un retour au chaos

Carole Kouassi 22/05 - 11:14

<http://fr.africanews.com/2017/05/22/libye-141-personnes-tuees-dans-une-attaque-l-union-africaine-s-inquiete-d-un/>

L'Union africaine n'a pas voulu rester silencieuse face à l'attaque qui a frappé une base militaire en Libye, faisant 141 morts et plusieurs blessés jeudi dernier.

Dans un communiqué, le président de la Commission de l'Union africaine, Mouassa Faki, a condamné cette attaque et dénoncé une atteinte aux efforts réalisés pour rétablir la paix dans ce pays ravagé depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011.

Au moins 141 personnes, dont la plupart des soldats loyaux à l'homme fort de l'Est libyen, le maréchal Khalifa Haftar, ont été tués dans une attaque menée par des groupes rivaux –

officieusement loyal au gouvernement d'union nationale (GNA) – contre une base militaire dans le sud libyen.

Pour l'Union africaine, cette recrudescence de la violence entre groupes rivaux est d'autant plus “épouvantable” que “l'Union africaine et la communauté internationale en général s'efforcent de veiller à ce que tous les partis libyens travaillent ensemble pour promouvoir le dialogue politique qui peut inverser le cycle de violence qui afflige le pays”.

Riposte des forces de l'Est, les espoirs d'un retour à la paix menacés

Dans la nuit de samedi à dimanche, les forces du maréchal Haftar qui contrôlent l'Est de la Libye ont mené des raids aériens contre des positions rivales dans le Sud libyen, en réponse à l'attaque meurtrière de jeudi.

Le bilan de cette riposte n'est pas encore disponible, mais il est fort probable qu'elle relance les hostilités entre les forces de l'Est et le pouvoir de Tripoli. D'ailleurs, un acte fort de ce dernier est attendu. L'Union africaine a pour ainsi dire invité les autorités libyennes à traduire les responsables de “cet horrible crime” commis jeudi devant la justice.

Pourtant, ces dernières semaines, un rapprochement entre les deux principaux protagonistes du conflit en Libye – Fayez al-Sarraj, le chef du gouvernement d'union nationale (GNA) et le maréchal Khalifa Haftar, chef des forces armées des autorités parallèles basées dans l'est du pays – a été effectué avec notamment une rencontre à Abou Dhabi aux Émirats arabes unis.

Même s'ils n'avaient pas annoncé de mesures concrètes, ils avaient toutefois convenu d'œuvrer à un règlement de la crise. Pour l'heure, ce vœu pieux semble avoir été refoulé.

L'Union africaine veut continuer la traque de Joseph Kony

<http://fr.africanews.com/2017/05/21/l-union-africaine-veut-continuer-la-traque-de-joseph-kony/>

William Bayiha avec REUTERS 21/05 - 13:19 République Centrafricaine

Contrairement à l'Ouganda et aux États-Unis, l'Union africaine refuse de croire que la lutte contre l'Armée de résistance du Seigneur doit s'arrêter avant la capture de Joseph Kony.

L'organisation panafricaine lance un appel à l'aide internationale pour soutenir les forces qui continuent de combattre la rébellion ougandaise réfugiée aux confins de la Centrafrique et de la République démocratique du Congo.

Le Conseil de paix et de sécurité de l'UA a publié un communiqué dans lequel il engage les États membres et ses partenaires à l'épauler dans la formation, l'équipement et la coordination d'au moins deux bataillons de Forces armées centrafricaines et de quatre unités de police afin de les préparer « à assumer des responsabilités plus importantes ».

LIRE AUSSI L'armée ougandaise annonce son retrait de l'Est de la République Centrafricaine

Alors que les principales forces engagées dans la traque de Joseph Kony plient bagages, l'Union africaine a décidé de prolonger de

12 mois sa présence dans la région dans le cadre de l'Initiative régionale de coopération

Minusca: l'Union Africaine condamne l'attaque qui a coûté la vie à un militaire marocain

Par Le360 (avec MAP) le 15/05/2017 à 10h57 (mise à jour le 15/05/2017 à 11h20)

<http://fr.le360.ma/politique/minusca-lunion-africaine-condamne-lattaque-qui-a-coute-la-vie-a-un-militaire-marocain-119245>

L'Union Africaine a exprimé sa condamnation de l'attaque perpétrée samedi à l'aube dans la ville de Bangassou, en Centrafrique, et qui a coûté la vie à des civils et à un militaire du contingent des FAR de la Minusca.

L'Union Africaine (UA) a exprimé sa condamnation de l'attaque perpétrée samedi à l'aube dans la ville de Bangassou, en République centrafricaine, et qui a coûté la vie à des civils et à un militaire du contingent des Forces Armées Royales (FAR) de la Mission Multidimensionnelle de Stabilisation des Nations unies en Centrafrique (MINUSCA).

"Le Président de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki Mahamat, condamne fermement les attaques ignobles perpétrées par des assaillants armés, les 8 et 13 mai 2017, à Bangassou, dans le sud-est de la République centrafricaine (RCA), et dans les environs de cette localité, contre la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en RCA (MINUSCA), faisant plusieurs morts et

blessés parmi les casques bleus”, indique un communiqué de l’UA publié dimanche sur son portail.

Le président de la Commission “ condamne tout aussi fermement les actes de violence criminels ciblant les civils dans ces zones, qui ont causé des pertes en vies humaines et induit de nouveaux déplacements de populations”, poursuit le document.

Le Président de la Commission présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite prompt rétablissement aux personnes blessées lors de ces violences, réaffirmant “le soutien de l’UA aux autorités centrafricaines, ainsi que sa pleine solidarité avec la MINUSCA et le peuple centrafricain en ces moments difficiles”.

En louant “l’action déterminante” de la MINUSCA et des forces de défense et de sécurité intérieure centrafricaines dans la sécurisation des institutions, ainsi que dans la protection des personnes et des biens sur le territoire national, et les encourage à persévérer dans leurs efforts, il souligne la nécessité d’une mobilisation continue de l’Afrique et de l’ensemble de la communauté internationale en appui aux efforts de stabilisation et de consolidation de la paix en RCA.

L'UA "continuera à œuvrer de concert avec la région, les Nations unies et d'autres acteurs internationaux pour aider la RCA à surmonter les défis multiples auxquels elle est confrontée et à parvenir durablement à la paix à laquelle aspirent si profondément ses populations", conclut le communiqué.

Un militaire du contingent des Forces Armées Royales de la MINUSCA a été mortellement blessé lors d'un échange de tir, samedi à l'aube, avec un groupe armé non identifié ayant attaqué un check-point des FAR au centre-ville de Bangassou.

Cette nouvelle attaque intervient moins d'une semaine après celle dont a été la cible une patrouille du contingent des FAR, le 08 mai 2017, sur l'axe Rafai-Bangassou à 220 Km au sud-est de la ville de Bria, lieu d'implantation du contingent des FAR.

La patrouille du contingent des FAR de la MINUSCA était en mission d'escorte et de sécurisation d'une équipe de génie militaire cambodgienne. Elle a été attaquée, lundi dernier, par un groupe armé non identifié.

**Maroc/Union Africaine : Bruxelles persiste et signe
12 mai 2017**

<https://www.infomediaire.net/marocunion-africaine-bruxelles-persiste-et-signe/>

Infomédiaire Maroc – La réintégration du Maroc de l’Union Africaine (UA) réunit l’ensemble du continent africain, a souligné Federica Mogherini, haute représentante de l’Union européenne aux affaires étrangères et à la politique de sécurité.

Cette décision réunit l’ensemble du continent africain au sein de son organisation régionale, a ajouté la vice-présidente de la Commission européenne, dans sa réponse à une question parlementaire. Notant que la coopération et l’intégration régionales sont cruciales pour la prospérité, la stabilité et la paix, Mogherini a rappelé que “l’Union africaine et le Maroc sont des partenaires clés pour l’UE”. “Nous espérons continuer à travailler avec l’Union africaine et le Maroc”, a-t-elle ajouté.

Rédaction Infomédiaire

USA – AFRICA :

RDC: l'étrange contrat de lobbying de Kinshasa aux Etats-Unis

<http://www.rfi.fr/afrique/20170503-rdc-etrange-contrat-lobbying-kinshasa-etats-unis-mer>

Par RFI Publié le 04-05-2017 Modifié le 04-05-2017 à 01:44

Pour plaider sa cause auprès des autorités américaines, le gouvernement de la RDC a signé en décembre avec une compagnie israélienne spécialisée dans la sécurité et les nouvelles technologies, un important contrat de lobbying. C'est ce que révèle la publication ces derniers jours par le département de la justice américain d'une série de documents officiels. Depuis deux ans, les relations entre Washington et Kinshasa n'ont cessé de se détériorer autour des reports des élections, du maintien du président Kabila au pouvoir et des violences autour des manifestations d'opposition. Sous la présidence Obama, les Etats-Unis ont imposé des sanctions ciblées contre quatre responsables congolais pour leur implication dans la répression de manifestations d'opposition et l'actuelle administration fait toujours planer la menace de nouvelles sanctions.

Aux Etats-Unis les lobbyistes travaillant pour des « puissances étrangères » sont tenus de se déclarer auprès du département de la justice. A la lecture de plusieurs de ces formulaires de déclarations datés de la fin avril, on découvre que le gouvernement de la RDC a signé avec une société israélienne spécialisée dans la sécurité et les nouvelles technologies, MER Security and Communication Systems, un contrat de 5 575 000 dollars couvrant une période allant du 8 décembre 2016 au 31 décembre 2017.

MER doit notamment préparer la venue à Washington - manifestation programmée en juin - de « l'envoyé spécial de la

RDC » aux Etats-Unis, Raymond Tshibanda, l'ex-ministre des Affaires étrangères. MER devra aussi organiser des réunions avec des responsables du gouvernement américain et des différentes commissions du Congrès.

Pour ce faire, le groupe MER s'offre les services d'un ancien membre de l'équipe de campagne de Donald Trump, Adnan Jalil, qui vient de monter son cabinet de lobbying, Aselus Strategies. Comme consultant Adnan Jalil aurait touché de MER 225 000 dollars et son cabinet Aselus, 45 000 dollars.

Un contrat qui pose en tout cas plusieurs questions : pourquoi le gouvernement congolais passe-t-il par une société israélienne dont ce n'est pas le métier pour organiser sa campagne de lobbying aux Etats-Unis ? Cet accord fait-il partie d'un contrat plus large passé avec cette société spécialisée dans la sécurité, le renseignement et les nouvelles technologies ? Quoiqu'il en soit pour ce contrat de lobbying, Kinshasa aurait déjà versé à MER 4,5 millions de dollars.

Le Nigéria et les USA s'associent pour lutter contre la cybercriminalité et les fraudes financières

25 Mai 2017 - Agence Ecofin

[<http://www.afriqueexpansion.com/economie-2/5332-le-nigeria-et-les-usa-s-associent-pour-lutter-contre-la-cybercriminalite-et-les-fraudes-financieres.html>]

Le Nigéria et les USA s'associent pour lutter contre la cybercriminalité et les fraudes financières

Le Nigéria et les USA vont lutter ensemble contre la cybercriminalité et les fraudes financières qui grèvent l'économie du pays d'Afrique de l'Ouest, a révélé l'ambassadeur américain près le Nigéria, Stuart Symington, le 23 mai.

Ceci en marge de la seconde édition de la conférence annuelle sur la lutte contre les fraudes financières, la cybercriminalité et les crimes transfrontaliers.

« Les Etats-Unis vont collaborer avec le gouvernement nigérian dans le cadre de la lutte contre la fraude financière, le blanchiment, la cybercriminalité, les crimes transfrontaliers dont le trafic de stupéfiants, humain, et le braconnage, » a affirmé Symington.

Pour sa part, Juliet Ibekaku-Nwagwu, conseillère spéciale à la présidence en charge des réformes judiciaires a indiqué: « Nous mettons en œuvre les efforts nécessaires en vue de mettre fin aux crimes transfrontaliers qui menacent la sécurité nationale».

Il faut rappeler qu'en mars dernier, la firme kényane Serianu Ltd, dans son rapport intitulé « Atteindre la Cybersécurité: Améliorer la visibilité et accroître la prise de conscience », a indiqué que cinq pays africains ont cumulé en 2016 des pertes de 895 millions \$ en raison de la cybercriminalité. Le document précise que le Nigéria à lui seul a perdu environ 550 millions \$.

La NBA installe une académie en Afrique

Par Jonathan Demay — Le 5 mai 2017 à 9:12

<http://www.basketusa.com/news/424705/la-nba-installe-une-academie-en-afrique/>

Pour permettre aux meilleurs joueurs africains de rester sur le continent et de profiter des infrastructures modernes de la NBA, la ligue s'implante en Afrique et ouvre sa première académie.

Le centre de cette académie sera installé à Thiès au Sénégal et il est ouvert avec le partenariat de la SEED Project, une association qui permet aux jeunes d'intégrer des programmes sportifs. Dans un premier temps, ils seront 12 joueurs, âgés entre 14 et 16 ans, à intégrer cette académie.

« Aujourd'hui est un jour important pour l'impact du basket dans le continent », a expliqué Amadou Gallo Fall, vice-président de la NBA et directeur de la branche africaine à l'AFP. « Cette NBA Academy Africa profitera aux étudiants basketteurs. »

La ligue et la SEED Project ont également annoncé la création d'une future académie à Saly, toujours au Sénégal, pour la rentrée prochaine. Notre consœur Syra Sylla nous apprend que les travaux de la salle débutent tout juste.

USA: extension de visa pour 58.000 Haïtiens sous statut spécial
AFP 22/05/2017

<https://www.lorientlejour.com/article/1053150/usa-extension-de-visa-pour-58000-haitiens-sous-statut-special.html>

Plus de 58.000 Haïtiens bénéficiant d'un permis de résidence spécial aux Etats-Unis, suite au tremblement de terre de 2010, seront autorisés à rester six mois supplémentaires dans le pays, a annoncé lundi le ministre de la Sécurité nationale, John Kelly.

"Après un examen minutieux des conditions actuelles en Haïti et des conversations avec le gouvernement haïtien, j'ai décidé

d'étendre le Statut de Protection Temporaire pour une période limitée à six mois", a-t-il annoncé dans un communiqué. Ces Haïtiens faisaient l'objet d'une injonction de rapatriement à partir du 23 juillet si le département de la Sécurité intérieure (DHS) ne leur accordait pas d'extension.

Le tremblement de terre du 12 janvier 2010 a tué des dizaines de milliers de personnes, détruit une grande partie de la capitale Port-au-Prince et déplacé plus d'un million d'Haïtiens. Le pays pauvre des Caraïbes lutte également contre les ouragans, les turbulences politiques et une épidémie de choléra qui entravent la reconstruction de son économie.

Le Statut de Protection Temporaire a permis aux Haïtiens présents aux Etats-Unis de rester sur le sol américain après l'expiration de leurs visas et de travailler légalement. Selon le DHS, 58.700 Haïtiens bénéficient de ce statut spécial aux Etats-Unis. Beaucoup n'ont pas de passeport haïtien à jour, ce qui pose un problème pour mettre fin à leur statut.

Aucune décision n'a encore été prise sur ce qui se passera à la fin de cette extension de six mois, mais les responsables du DHS ont demandé aux Haïtiens d'obtenir de nouveaux documents de voyage et de "mettre leurs affaires en ordre". "Cela ne peut pas continuer éternellement", a indiqué le conseiller principal du DHS, Gene Hamilton.

Dans le cadre d'une politique de fermeté en matière d'immigration clandestine, les autorités américaines expulsent les Haïtiens qui n'ont pas ce statut protégé, soulevant les protestations de groupes de défense des immigrés.

USA: les six frères et soeurs de Prince sont ses seuls héritiers

Belga, Publié le vendredi 19 mai 2017 à 17h32 -

https://www.rtbf.be/info/medias/detail_usa-les-six-freres-et-soeurs-de-prince-sont-ses-seuls-heritiers?id=9610623

Un juge du Minnesota, dans le nord des Etats-Unis, a tranché vendredi une longue bataille en justice: les six frères et soeurs du chanteur Prince sont ses seuls héritiers.

Cette décision ouvre une période d'un an au cours de laquelle pourront se faire connaître des tiers affirmant être des descendants du Kid de Minneapolis, décédé soudainement à 57 ans le 21 avril 2016 d'une overdose accidentelle de puissants médicaments antidouleur.

CHINA – AFRICA :

Mer de Chine: Pékin condamne l'ingérence du G7

<https://fr.sputniknews.com/international/201705291031591163-mer-chine-g7-usa-japon-experts/>

Les États-Unis et le Japon ont instrumentalisé le G7 pour faire pression sur la Chine, ont estimé les experts russes interviewés par Sputnik.

Dans leur déclaration conjointe adoptée à l'issue du sommet en Italie, les membres du G7 ont fait part de leur « préoccupation » au sujet des tensions en mers de Chine orientale et méridionale, ce qui a déplu à la Chine, qui a appelé le G7 à « s'abstenir de faire des déclarations irresponsables ».

La RPC déterminée à marquer sa présence en mer de Chine méridionale

© Photo: AP/Rolox Dela Pena

Pékin nie la militarisation des îles en mer de Chine méridionale

Il était sans doute plus facile pour les membres du G7 d'inscrire une thèse antichinoise dans ce document que d'aboutir à un consensus sur le commerce mondial ou le climat, ont indiqué à Sputnik des experts russes.

« Comme il a fallu adopter une résolution quelconque qui puisse être soutenue par tous les participants, on a cherché un dénominateur commun. [...] La croissance de la Chine fait peur à tous les membres du G7, [...] et la thèse antichinoise a facilement uni tous les participants au sommet, en les aidant à trouver sans

problème ce dénominateur commun », a déclaré à l'agence le politologue russe Mikhaïl Beliaïev.

Alexandre Lomanov, expert de l'Institut russe de l'Extrême-Orient, a rappelé à Sputnik que l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Italie et le Canada se situaient à des milliers de kilomètres des mers de Chine orientale et méridionale et que seuls les États-Unis et le Japon étaient concernés par des contentieux entre la Chine et ses voisins dans cette partie du monde.

« Or, les États-Unis et l'Occident sont visiblement irrités par la Route maritime de la Soie que la Chine propose de mettre en place via la mer de Chine méridionale et l'océan Indien », a relevé M. Lomanov.

Selon l'expert militaire russe Vladimir Evseïev, les États-Unis ont utilisé le G7 pour accentuer la pression sur la Chine et soutenir ainsi le Japon.

La mer de Chine méridionale

© AFP 2017 STR

Montée des tensions entre la Chine et les USA en Mer de Chine du Sud

« Il aurait été étrange que les États-Unis ne soutiennent pas leur allié », a-t-il expliqué, rappelant que la Chine était le principal rival de Washington dans la région.

Pour sa part, Pékin s'est déclaré très mécontent de l'ingérence du G7 sur la question des mers de Chine orientale et méridionale « sous prétexte de droit international ».

« La Chine s'est engagée à traiter de manière appropriée les différends, à renforcer la coopération, et à sauvegarder la paix et la

stabilité en mers de Chine orientale et méridionale via les dialogues et les consultations directs avec les parties concernées », a indiqué dans un communiqué le ministère chinois des Affaires étrangères.

Suivez Sputnik sur Telegram pour ne jamais manquer les actualités les plus importantes grâce à nos sélections du matin et du soir. Pour recevoir les actualités de notre chaîne, il suffit de télécharger l'application Telegram sur n'importe quel smartphone, tablette ou ordinateur puis cliquer sur le lien et appuyer sur « Join »

Comment la Chine transforme la mondialisation

MONDOVISION. Le récent sommet de la "nouvelle route de la soie" est le dernier signe de cette "mondialisation aux caractéristiques chinoises" qu'est en train de bâtir Pékin.

Pierre Haski Publié le 27 mai 2017 à 09h05

<http://tempsreel.nouvelobs.com/chroniques/20170524.OBS9848/comment-la-chine-transforme-la-mondialisation.html>

Dans les années 80, Deng Xiaoping, le "Petit Timonier" qui succéda à Mao, inventa la formule "économie de marché aux caractéristiques chinoises", sorte de novlangue pour décrire le capitalisme plutôt sauvage qui était en train de s'installer dans le pays.

Aujourd'hui, il faudrait parler de "mondialisation aux caractéristiques chinoises". Car si les commentateurs se sont attachés aux chiffres faramineux d'investissements qui ont accompagné le récent sommet de la "nouvelle route de la soie" qui

s'est tenu les 14 et 15 mai à Pékin, c'est la démarche politique chinoise qui devrait surtout retenir l'attention.

L'ambitieux projet, qui a été lancé en 2013 par le Président Xi Jinping, vient de modifier son nom baroque de "Une ceinture, une route" ("One belt, one road", Obor selon l'acronyme anglais) à "Initiative route et ceinture" ("Belt and Road Initiative", B&R selon l'acronyme anglais) pour bien marquer qu'il n'y a pas qu'un seul chemin sur cette "route de la soie" des temps modernes.

Mais ce changement de nom montre bien à lui seul qu'il y a une ambiguïté sur la nature même du projet, malgré les propos rassurants du président Xi Jinping sur l'absence d'agenda politique.

Vous aimez cet article ? Inscrivez-vous à la Newsletter de l'Obs

A l'origine, il s'agissait surtout du développement à coups de dizaines de milliards de dollars des infrastructures de transport et de logistique qui devaient favoriser les échanges le long de la mythique route de la soie du premier millénaire, entre la Chine, l'Europe et même au-delà, l'Afrique. De nombreux pays, y compris occidentaux, se sont précipités pour ne pas rater leur chance au guichet des crédits financiers chinois...

C'est devenu, désormais, l'architecture d'une globalisation économique parallèle centrée autour de la Chine, là où le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui a pour épicentre l'Occident, berceau des révolutions industrielles et siège des grandes entreprises qui dominaient l'économie planétaire jusqu'à récemment.

Sans le proclamer, la Chine défie cet ordre-là, profitant du double phénomène du rééquilibrage de l'économie mondiale au profit des

pays émergents, entamé depuis la première décennie du XXI^e siècle, mais aussi, et peut-être surtout, de l'ère de repli et de confusion dans laquelle sont entrés les Etats-Unis, la puissance dominante depuis plus d'un demi-siècle.

Trump a-t-il pété les plombs ?
D'"usine du monde" à rival des USA

Il y a quelque chose d'extraordinaire à voir la vitesse avec laquelle la Chine s'est affirmée sur la scène internationale. Au début des années 2000, la Chine, qui n'a accédé qu'en 2001 à l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), est devenu un aimant à investissements étrangers, se transformant en "usine du monde", cible de toutes les délocalisations et de la sous-traitance mondiale.

Peu d'observateurs ont prêté attention lorsque Pékin a commencé à courtiser le continent africain, réunissant l'ensemble des pays du continent comme pouvait le faire la France, ancienne puissance coloniale. La Chine semblait surtout, à l'époque, vouloir garantir son accès aux matières premières dont elle était devenue le premier importateur mondial.

2008 marque un tournant, à la fois psychologique avec la tenue des Jeux olympiques de Pékin, symbole de l'affirmation d'une Chine plus sûre d'elle, mais surtout avec la crise des "subprimes" qui a plongé les économies occidentales dans la crise dont l'Europe, en particulier, ne sort qu'avec difficulté. La Chine, elle, est vite sortie de ces turbulences, continuant son rattrapage accéléré pour devenir la seconde économie mondiale, et bientôt la première.

Pendant ces quinze années triomphales, qui ont progressivement cédé le pas à une autre phase, celle d'une croissance plus faible, la

Chine est passée du statut d'"usine du monde" dans lequel l'Occident pensait la cantonner, à celui de grande puissance capable de rivaliser avec les Etats-Unis, le Japon ou l'Europe. Sans rien céder à son autoritarisme politique ; au contraire puisque le règne de Xi Jinping, qui est là pour durer, se révèle plus dur encore que ses prédécesseurs immédiats.

Ceux qui pensaient dans les années 2000 que la Chine se contenterait de la sous-traitance de t-shirts à un euro, d'assembler les iPhones des autres ou même les automobiles et les avions conçus ailleurs, en sont pour leurs frais. La Chine revendique sa place, toute la place qui était celle de l'ancien "empire du milieu".

Le vol inaugural, récemment, du premier avion de ligne "made in China" (même si une majorité de ses composants, y compris les réacteurs, sont produits par Airbus et Boeing), est symbolique de cette ambition chinoise de devenir une puissance globale de premier plan dans tous les domaines.

Au-delà de l'Asie

L'automobile fournit un autre exemple : il y a une décennie, les groupes chinois étaient les partenaires "juniors" des co-entreprises fondées avec les grands groupes occidentaux ; aujourd'hui, ils dament le pion sur le marché chinois –devenu le premier au monde- aux grandes marques mondiales, et l'un d'eux a sauvé le groupe PSA de grandes difficultés il y a quelques années et est entré dans son capital à hauteur de 14%...

L'initiative "route et ceinture", une voie terrestre et une voie maritime, vient à point nommé redonner du souffle à une économie chinoise en pleine mutation, passée d'un modèle exportateur et largement sous-traitant, à un modèle plus mûr,

s'appuyant à la fois sur une consommation intérieure accrue, et sur une mondialisation à plus forte valeur ajoutée.

La vision est économique, mais surtout géopolitique, visant à assurer à la Chine le rôle dominant en Asie – économique, mais aussi politique et militaire - qu'occupaient jusqu'ici les Etats-Unis, et que lui contestent encore des puissances régionales comme le Japon ou l'Inde, ou certains "petits" pays redoutant le poids de leur puissant voisin.

Mais elle déploie ses ailes au-delà de l'Asie, sur le continent africain dont elle est devenue le premier partenaire, à coup de financement d'infrastructures sans les habituelles conditionnalités des grandes institutions financières, et qui devient la destination de sa propre délocalisation dans cette nouvelle phase de la mondialisation.

Et en Europe, où les crédits d'infrastructure de "Ceinture et route" sont les bienvenus dans les Balkans où l'Union européenne n'a pas su, ou pas eu les moyens, d'être la puissance stabilisatrice de ce "ventre mou" du continent toujours instable, ou même au sein de l'UE, dans les pays d'Europe centrale et orientale courtisés par Pékin.

La Chine a même inscrit dans le projet "Ceinture et route" sa part de financements du nucléaire britannique auquel elle s'est engagée aux côtés du Français EDF !

Miser sur le temps long

Depuis des années, les Etats-Unis ne savent pas comment traiter la Chine, entre "containment" type guerre froide, et "engagement" pour en faire un partenaire. En quelques mois, Donald Trump a fait les deux, passant de l'invective sur Twitter à une vaine lune de

miel avec Xi Jinping. La Chine a compris que les Etats-Unis étaient dans une phase au mieux de confusion, au pire d'éclipse.

Quant à l'Europe, elle a perdu la cohérence et la dynamique qui auraient pu en faire un des acteurs majeurs de cette mondialisation en cours de redéfinition. Paradoxalement, la Chine ne veut pas voir disparaître cette Europe unie, contrairement à son partenaire ambigu, la Russie de Vladimir Poutine. Elle ne veut pas rester en tête-à-tête avec les Américains, et préférerait voir une Europe forte en contrepoids stratégique.

Les Européens, présents au sommet "Ceinture et route" de Pékin, mais ont refusé de signer la déclaration finale, en raison de l'absence de transparence et de références aux exigences environnementales et sociales. Une petite "résistance" sans grand impact, mais qui montre que ce processus n'est pas un simple programme d'infrastructures sans impact géopolitique.

Le sommet de Pékin n'est qu'une étape dans cette recomposition planétaire. La Chine n'est pas une puissance impérialiste à l'ancienne, mais un vieil empire qui pratique le temps long. Elle avance pas à pas, mais sans crier gare, elle est en train de bâtir cette "mondialisation aux caractéristiques chinoises" qui changera le monde dans lequel nous vivons.

Congo : inauguration d'un barrage construit avec l'aide de la Chine (PAPIER GENERAL)

Par : Norbert | Mots clés : Congo : inauguration d'un barrage construit avec l'aide de la Chine (PAPIER GENERAL)

French.china.org.cn | Mis à jour le 30-05-2017

http://french.china.org.cn/foreign/txt/2017-05/30/content_40922388.htm

BRAZZAVILLE, 29 mai (Xinhua) -- Le président de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso, a inauguré lundi à Liouesso, à plus de 800km au nord de Brazzaville, un nouveau barrage hydroélectrique d'une puissance de 19,2 mégawatts (MW).

C'est le troisième barrage de ce type construit au Congo avec l'appui de la coopération chinoise, après ceux de Moukoulou (74 MW) et d'Imboulou (120 MW). Financé par la Chine, il a été construit par la société China Gezhouba Group.

Sa mise en service va permettre, selon les autorités congolaises, d'appuyer les projets économiques dans le département de la Sangha (nord), qui constitue la deuxième région économique du pays avec ses nombreuses scieries et une huilerie, après la région portuaire et pétrolière de Pointe-Noire (sud).

Le barrage de Liouesso va alimenter essentiellement le département de la Sangha, où le gouvernement entend créer la quatrième zone économique spéciale (ZES) du pays.

Après l'inauguration officielle de cet ouvrage qui fonctionnait déjà depuis près d'un an avec l'une de ses trois turbines, le chef de l'Etat congolais a invité le secteur privé à saisir les opportunités qu'offre ce département connu également pour ses potentialités touristiques.

Le Congo est engagé depuis quelques années dans un programme appelé "boulevard énergétique national" visant à décupler sa capacité de production d'électricité afin de soutenir l'industrialisation. Le pays a notamment lancé il y a quelques

années une centrale électrique au gaz à Pointe-Noire, qui produit 300 MW, et multiplié quelques micro-projets qui ont sensiblement augmenté la production d'électricité. Mais les autorités n'entendent pas s'arrêter là.

"Nous avons encore beaucoup de travail, car il nous faut encore produire plus d'électricité. Voilà pourquoi nous avons des projets d'électricité à partir du gaz à Pointe-Noire, le projet de la centrale hydroélectrique de Sounda" d'une capacité de 1.000 MW dans le département du Kouilou (sud-ouest), a détaillé M. Sassou N'Gusso, citant aussi le projet, mené en coopération avec le Cameroun, de Chollet (600 MW) dans la Sangha, ainsi que la construction de lignes de transport d'électricité.

Selon le coordonnateur du projet du barrage de Liouesso, Léon Armand Ibovi, la capacité installée du Congo est passée à 600 MW, pour une demande nationale de 400 MW. Fin

Suivez [China.org.cn](https://www.china.org.cn) sur Twitter et Facebook pour rejoindre la conversation.

Source: Xinhua

INDIA – AFRICA :

Afrique - Inde : perspectives économiques

[<http://fr.africanews.com/2017/05/23/afrique-inde-perspectives-economiques/>]

Selon la Banque africaine de développement, L'Inde est la cinquième source d'investissements directs étrangers en Afrique.

L'État du Gujarat est le lieu de naissance du père de l'Inde, Mahatma Gandhi et c'est aussi cet État qui accueille l'assemblée annuelle de la BAD.

Les séances seront axées sur la façon de stimuler des domaines tels que le commerce, l'investissement, l'agriculture, l'énergie renouvelable et l'industrie dans les deux régions.

L'accent est également mis sur la capacité des entrepreneurs africains à accélérer la transformation industrielle de l'Afrique.

Le volume du commerce bilatéral entre l'Afrique et l'Inde s'est multiplié par cinq au cours de la dernière décennie, passant de 11,9 milliards de dollars en 2005 à 56,7 milliards de dollars en 2016.

Le but de la première session est d'accroître l'interaction entre les deux régions afin de renforcer le commerce et les investissements dans tous les secteurs.

La Côte d'Ivoire par exemple est très désireuse de promouvoir la coopération sud-sud.

Daniel Kablan Duncan, vice-président de la Côte d'Ivoire :

La Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de cacao. Mais il est temps de le faire transformer sur place, c'est-à-dire donner de la valeur ajoutée. Dans des secteurs comme l'énergie, nous travaillons également avec l'Inde, aussi au niveau des routes et autoroutes. Le fait que Eximbank de l'Inde ait un siège à Abidjan permet d'accélérer ce mouvement, notamment l'étude des dossiers. Il ne s'agit pas que de la Côte d'Ivoire, mais aussi des autres pays de la sous-région.

Le forum direct des investissements a été dominé par l'investissement de l'Île Maurice avec 33,2 % des entrées dans l'ensemble de l'Inde.

Les autres pays africains à investir en Inde sont l'Afrique du Sud, les Seychelles, le Maroc et le Kenya.

Manière de voir : Maurice et la rivalité Inde-Chine

[<https://www.lexpress.mu/blog/308269/maniere-voir-maurice-et-rivalite-inde-chine>]

Notre pays est de plus en plus pris dans l'engrenage de l'intense rivalité qui s'active entre les deux superpuissances émergentes, l'Inde et la Chine. Sous ses différents gouvernements, Maurice a joué avec son cynisme habituel sa carte de bonnes relations avec tout le monde, mais avec une attention particulière par rapport à l'Inde, la France, la Chine et le continent africain, pays de peuplement de cet État-archipel de l'océan Indien.

Les données ont radicalement changé depuis l'indépendance et Maurice n'a plus besoin de quémander un don de voitures de la France en vue de véhiculer des chefs d'État étrangers invités à un sommet chez nous. En 2017, c'est vers l'Inde et la Chine que nous nous tournons pour le financement des projets grandioses comme un nouvel aéroport, un complexe sportif aux normes internationales, le métro léger ou un vaste projet comme Tianli. Depuis la semaine dernière, le mendiant mauricien, toujours cynique à vouloir exploiter la générosité des amis traditionnels, s'est armé d'un bol tout fait d'une autre résonance.

Nous demandons maintenant à l'Inde de financer le remboursement des souscripteurs du plan Super Cash Back Gold, victimes de la décision du gouvernement de tuer l'un des conglomérats économiques du pays, à savoir le groupe British American Investment. Ne serait-ce pas trop demander à l'Inde ? La réponse, on ne va pas tarder à l'obtenir. Car le Premier ministre mauricien effectue actuellement une visite dans la Grande péninsule.

Cette visite a été programmée à la dernière heure, mais il semble que tout est mis en œuvre pour lui donner une dimension spectaculaire. Côté symbole dans l'esprit des Mauriciens, l'Inde reste incontestable. Quand Paul Bérenger devint Premier ministre en 2003, le premier pays qu'il visita officiellement, accompagné de son épouse, Arline, fut l'Inde. L'image du couple parti à la découverte du Taj Mahal restera gravée dans la mémoire de ceux qui suivent de tels événements. Pravin Jugnauth et son épouse, Kobita, sont aussi à leur première sortie internationale.

Contrairement aux autres visites qui jouaient surtout sur le côté protocolaire et les grands discours de raffermissement des liens, celle de 2017 va au-delà du bla-bla habituel. On parle maintenant

business à coups de milliards et d'Agalega sur fond de rivalité à l'échelle de l'océan Indien. Maurice ne pourrait éternellement se contenter de se faire charmant et gentil envers tous nos amis étrangers. L'Inde exige des engagements. Et l'Inde sait frapper fort quand ses intérêts fondamentaux sont en jeu.

Maurice s'est ainsi exposé au courroux de New Delhi quand une grande personnalité, croyant bien faire, offrit les bons offices de l'île pour réunir l'Inde et le Pakistan sur le sujet du Cachemire. Le déculottage exigé par l'Inde fut humiliant. Récemment encore, une Pakistan Week organisée au Château du Réduit connut un dénouement non prévu par le concepteur. On n'entend plus Showkutally Soodhun parler des grands projets de développement portuaire – sur des kilomètres – partant d'Albion vers le Nord et financés par ses mystérieux «Arabes». Cela avait offusqué l'Inde, qui a initié ses propres projets.

La Chine, c'est une autre paire de manches. De par son bilan d'aide réelle et soutenue à Maurice depuis 1972, sa puissance économique massive et son sens d'accueil et d'hospitalité envers ministres, maires, conseillers municipaux et officiels invités à la visiter, ce pays est bien aimé. On ne bouscule pas la Chine. Au contraire. Ainsi, le mercredi 24 mai, à la veille même du départ du Premier ministre pour l'Inde, la télévision nationale a consacré les premières dix minutes de son bulletin d'informations à chanter les louanges des relations privilégiées avec la Chine. Dix minutes, en termes de traitement à la télévision, c'est énorme. Mais pour parodier celui qui avait dit «Government is Government», quelle meilleure manière pour les dirigeants politiques qui contrôlent la MBC de dire «China is China».

Quand il s'agit précisément de la Chine, Maurice y va allègrement, sans se soucier de blesser les susceptibilités de l'Inde.

Ainsi, lors des dix minutes consacrées par la MBC aux relations Maurice-Chine, on a vu le ministre des Affaires étrangères mauricien, Vishnu Lutchmeenaraidoo, se pavaner et monter sur ses grands chevaux. Pilier du gouvernement MSM issu des élections de 1983, Vishnu Lutchmeenaraidoo a bien tissé des relations avec Hong Kong, Singapour, Taïwan, la Malaisie et la Chine.

Récemment, ce même Lutchmeenaraidoo a dirigé une délégation officielle à un sommet à Beijing, sommet qui a été boycotté par l'Inde. Cette rencontre sur le thème de la nouvelle Route de la soie, ou la One Belt and One Road (OBOR) Initiative, réunissait 28 pays. L'Inde a boycotté le sommet car ce sont la Chine et le Pakistan qui en profiteront. Et cela, à ses dépens. New Delhi revendique comme siens des territoires contrôlés par le Pakistan et la Chine et qui seront utilisés dans le cadre de cette nouvelle Route de la soie.

Lors de la participation du ministre Lutchmeenaraidoo à ce sommet d'OBOR, un Memorandum of Understanding (MoU) a été signé pour ouvrir la voie à de vastes possibilités d'échanges dans divers segments de l'économie entre Maurice et la Chine. Le Board of Investment (BoI), représenté par Gérard Sanspeur, et le China Council for the Promotion of International Trade ont signé ce MoU le 16 mai.

Principal conseiller du Premier ministre Jugnauth, Gérard Sanspeur a été tout simplement extatique par rapport à l'initiative de la Chine. Commentant l'OBOR sur le site web du BoI, l'inimitable et l'omniprésent Gérard Sanspeur devait ainsi qualifier l'initiative boycottée par l'Inde : «The term Belt & Road refers to more than just trade or investment between China and the 'belt' countries. It really stands for the exchanges of things and

ideas through trade, tourism, regular interactions between economic operators and project-based diplomacy.»

On va voir maintenant de quels «things and ideas» va parler Gérard Sanspeur à l'issue de la visite de son patron en Inde. Quant à Vishnu Lutchmeenaraidoo, contrairement à la pratique qui veut que le ministre des Affaires étrangères fasse partie de la délégation du Premier ministre parti en visite officielle, il reste, lui, à quai. Bien que la diplomatie relève d'un art particulier, qui se joue sur le fil du rasoir, le cynisme a quand même ses limites.

EUROPE – AFRICA :

RDC : sanctions de l'Union européenne contre neuf responsables congolais

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/05/29/rdc-sanctions-de-l-union-europeenne-contre-neuf-responsables-congolais_5135684_3212.html

Les sanctions visent notamment trois ministres ou anciens ministres du régime Kabila, soupçonnés de « graves violations des droits de l'homme ».

L'Union européenne (UE) a décidé, lundi 29 mai, d'infliger des sanctions individuelles à neuf responsables de l'appareil sécuritaire de République démocratique du Congo (RDC) pour de « graves violations des droits de l'homme ». Parmi eux, trois ministres ou anciens ministres du régime Kabila.

Cette liste, publiée au Journal officiel de l'UE, s'ajoute à celle de sept personnes soumises à des sanctions depuis décembre 2016 « en réponse aux entraves au processus électoral et aux violations des droits de l'homme qui y étaient liées », a indiqué le Conseil de l'Union européenne dans un communiqué.

Quelles sanctions ?

Ces sanctions, qui touchent notamment le directeur de l'Agence nationale de renseignement (ANR), Kalev Mutondo, consistent en un gel des avoirs et une interdiction de voyager dans l'Union. Parmi les responsables sanctionnés figure aussi le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, actuellement en Chine.

Quelles réactions ?

Interrogée à Kinshasa, une source gouvernementale congolaise a refusé de réagir officiellement. « C'est très préoccupant », a néanmoins déclaré ce responsable sous le couvert de l'anonymat, accusant l'UE de chercher à « déstabiliser la RDC, comme la Libye ou l'Irak ».

Quel contexte ?

Les sanctions surviennent au moment où l'UE reste « gravement préoccupée par la détérioration de la situation en RDC » et que la « crise dans le Kasai a atteint une ampleur exceptionnelle sur le plan à la fois sécuritaire, humanitaire et des droits de l'homme », selon le communiqué publié à Bruxelles.

Depuis septembre 2016, la région du Kasai, dans le centre du pays, est secouée par la rébellion de Kamwina Nsapu, chef traditionnel tué en août 2016 lors d'une opération militaire à la suite de sa révolte contre les autorités de Kinshasa.

Selon l'Organisation des Nations unies, ces violences ont fait plus de 400 morts et causé le déplacement de 1,27 million de personnes. Au moins 40 fosses communes ont été découvertes par des experts des Nations unies, dont deux avaient été assassinés en mission en mars. D'après le député d'opposition Delly Sesanga, le bilan de ces violences est de plus de 3 000 morts.

En savoir plus sur

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/05/29/rdc-sanctions-de-l-union-europeenne-contre-neuf-responsables-congolais_5135684_3212.html#FUHoMQ8ZDV8CeMKv.99

L'UE s'engage à aider la Somalie avec un accord de 53,7 millions de dollars

Par : Norbert French.china.org.cn | Mis à jour le 28-05-2017

MOGADISCIO, 28 mai (Xinhua) -- Le directeur général pour le développement de la coopération internationale de l'Union européenne (UE), Stefano Manservisi, a signé un accord de 53,7 millions de dollars avec la Somalie, visant à renforcer la gouvernance, promouvoir la résilience et soutenir la formation professionnelle.

M. Manservisi, qui a rencontré le président Mohamed Abdullahi Mohamed à Mogadiscio, ainsi que des dirigeants fédéraux et régionaux de Somalie, a précisé que ce nouveau plan de soutien s'ajoute aux aides annoncées le 9 mai dernier, lors de la Journée de l'Europe, avec lesquelles l'Europe s'est engagée à étendre son aide au secteur de l'éducation.

Le responsable a également confirmé l'engagement de l'UE pour aider la Somalie à consolider ses réussites sur le plan sécuritaire et de la gouvernance, ainsi que dans la coopération au niveau de la production et de la technique. Fin
Suivez China.org.cn sur Twitter et Facebook pour rejoindre la conversation.

Source: Xinhua

Les relations de l'Union européenne avec la Tunisie au beau fixe

TUNISIE / UNION EUROPÉENNE. L'Union européenne a décidé de poursuivre son soutien à la Tunisie. Cet élément ressort du premier rapport sur l'état des relations UE-Tunisie pour la période 2015-2016 publié, mercredi 10 mai 2017, par la Commission européenne et le Service européen pour l'action extérieure dans le cadre de la Politique européenne de voisinage révisée. Il servira de trame lors de la réunion du Conseil d'Association prévue jeudi 11 mai 2017.

Le texte note "des progrès tangibles... notamment dans les domaines de la consolidation démocratique et la promotion de la bonne gouvernance, le renforcement sécuritaire et les échanges et l'intégration entre les peuples tunisiens et européens". Il évalue l'état d'avancement de la mise en œuvre par les deux partenaires du Plan d'Action du Partenariat privilégié (2013-2017) engagé depuis mars 2015.

Se prononçant en particulier sur l'avancement des réformes clefs "conformément aux priorités stratégiques convenues entre les deux parties", le rapport met l'accent sur "les résultats opérationnels significatifs obtenus par les services de sécurité tunisien en 2016", "la relance socio-économique et la mise en œuvre de réformes structurelles en phase avec les priorités identifiées dans le Plan de développement 2016-2020 de la Tunisie". Mais aussi, "le renforcement des relations commerciales UE-Tunisie, notamment en vue de la conclusion d'un Accord de libre-échange complet et approfondi (ALECA)".

"Depuis la révolution de 2011, la Tunisie représente l'espoir de notre région commune. Elle a été le phare du changement et des

aspirations des peuples de la Méditerranée. Aujourd'hui, la Tunisie a besoin de consolider les acquis de ces dernières années. Le changement qui a commencé en Tunisie doit continuer, et nous, les Européens, nous accompagnons les Tunisiens, la jeunesse tunisienne, grande richesse du pays, étape par étape, sur ce chemin. Au travers de ces actions, l'Union européenne répond "présente" pour la Tunisie, toujours. Nous allons continuer à travailler pour approfondir notre collaboration dans tous les domaines possibles – politique, culturel, économique, commercial, social, sécuritaire – et intensifier les échanges entre nos sociétés, entre nos jeunes, et être sûrs que cela amènera à des bons résultats", commente Federica Mogherini, Haute représentante et vice-présidente de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité.

En mars 2017, la Cour des comptes européenne avait jugé dans un rapport spécial que "l'aide de l'UE en faveur de la Tunisie a généralement été bien dépensée, mais il convient de remédier aux faiblesses affectant la gestion." En février de la même année, le Fonds monétaire international (FMI) louait la résilience de l'économie tunisienne.

Lire le rapport complet sur l'état des relations UE-Tunisie dans le cadre de la Politique européenne de voisinage révisée

Frédéric Dubessy

L'UE veut donner un "nouvel élan" à son "partenariat stratégique"

avec l'Afrique en dépassant son rôle de principal bailleur de fonds pour coopérer davantage sur la sécurité, le climat, l'économie ou l'immigration, a indiqué lundi sa Haute représentante Federica Mogherini.

"Nous passons de notre approche traditionnelle, centrée uniquement sur l'aide, à un partenariat véritable avec l'Afrique dans tous les domaines, du changement climatique à la sécurité, le développement économique, les migrations et évidemment le soutien humanitaire", a souligné Mme Mogherini en arrivant à une réunion de l'UE à Bruxelles.

Les dirigeants de l'Union européenne doivent retrouver fin novembre à Abidjan leurs homologues africains pour un sommet qui sera "centré sur comment offrir des opportunités aux jeunes en Europe et en Afrique. C'est le meilleur moyen de gérer les migrations, mais aussi pour prévenir la radicalisation", a-t-elle insisté.

S'exprimant aux côtés du président de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki Mahamat, elle l'a ensuite assuré de la "volonté forte" des Européens "d'investir dans un partenariat stratégique entre l'UE et l'UA".

M. Faki Mahamat a pour sa part listé comme "priorités" de leur coopération "la question de la jeunesse, la question de l'emploi, la question de comment bénéficier des dividendes démographiques

et du développement du continent", ainsi que "les questions de paix et de développement".

Les deux responsables souhaitent également de renforcer leur lutte commune contre le terrorisme, qui s'est traduit par des attentats meurtriers en Europe et a fait des ravages en Afrique (milices shebab en Somalie, Boko Haram au Nigeria et dans les pays du pourtour du lac Tchad, groupes jihadistes liés à al-Qaïda dans le nord du Mali, implantation du groupe Etat islamique en Libye).

"Cela fait partie de ces domaines clés où les intérêts des Européens et des Africains coïncident", a plaidé Mme Mogherini.

"On doit s'en prendre aux racines du phénomène" migratoire, sujet qui préoccupe les Européens en raison de la hausse depuis le début de l'année du nombre de migrants tentant de rallier l'Italie depuis la Libye, a estimé Faki Mahamat.

"Renvoyer des gens, construire des camps, construire des barrières ne pourra jamais régler ce problème. Il est plus profond", a-t-il souligné alors que l'UE a développé des programmes spécifiques pour aider d'importants pays de transit ou d'origine en Afrique comme l'Éthiopie, le Mali ou le Nigeria.

Principal investisseur et partenaire commercial de l'Afrique, l'UE, avec ses 28 Etats membres, est aussi la première source de transferts de fonds d'Africains venus y travailler, selon la Commission européenne.

Avec AFP